

LE DEVOIR

Vol. LXXXIV - No 228

MONTREAL, LES SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 OCTOBRE 1993

5 CAHIERS - L30S + TPS + TVQ

L'ÉCONOMIE

**Le programme du
PLC l'emporte**

PAGE B-1



LES ARTS

**Desjardins,
rockeur céleste**

PAGE C-1



AUTOMOBILE

**Une industrie fragile à
la merci de l'économie**

CAHIER E



LIVRES

**L'ombre maléfique
de Rebecca**

PAGE D-1

PERSPECTIVES

Ne manque plus qu'un Bloc ontarien...

En Ontario come ailleurs, la campagne se joue sur fond de déprime

Jean Dion

Les libéraux se frottent les mains, les conservateurs se posent de plus en plus ouvertement de sérieuses questions, les néo-démocrates tentent de sauver leur peau et le Reform Party joue les trouble-fête. Vu de Toronto, il ne manque pratiquement qu'un *Bloc ontarien* pour mettre encore plus de couleur dans la joyeuse galère électorale.

Si la «bataille de Toronto» était souvent, par le passé, très attendue — 23 circonscriptions presque toujours chaudement disputées —, l'histoire risque cependant d'être différente cette fois. Comme c'est le cas dans le reste de l'Ontario, les libéraux ont le vent dans les voiles, et les prévisions d'un balayage, même si la campagne est encore bien jeune, s'accroissent.

Mais ce n'est pas à leur seule force de persuasion que les troupes de Jean Chrétien doivent leur succès actuel. La confiance dans les grands partis s'étiole, et les rouges de l'Ontario n'y échappent en partie que parce qu'ils ont l'avantage d'être éloignés du pouvoir — fédéral comme provincial.

De fait, profitant de la déroute des conservateurs et du NPD, les libéraux, bien qu'ils se gardent de l'admettre publiquement, ont encore des problèmes à régler, dont Jean Chrétien lui-même. Il fallait voir cette semaine combien les sympathisants du parti s'attardaient à souligner l'image très *prime ministerial* qu'il dégage. Et combien les organisateurs, malgré ce qu'on peut constater sur le terrain, s'efforcent à nier que leur chef soit un obstacle. Chez les conservateurs, on affiche toujours un optimisme de façade. La dernière semaine a été consacrée à mettre un peu de chair autour de la plate-forme du parti après les moments plutôt difficiles qu'avait connus Kim Campbell.

Un conseiller de la première ministre confiait cette semaine que tout allait pour le mieux, que la campagne se déroulait selon le calendrier prévu. Il reste encore trois semaines avant le scrutin, fait-on valoir, et il importe de procéder par étapes. Plusieurs ont cependant lu entre les

«Une chance

qu'on a les

Blue Jays, ça

nous aide à

penser à autre

chose.»

lignes qu'une ébauche de programme, à tout le moins, était absolument nécessaire pour éviter un désastre lors des débats des chefs de demain et lundi.

À Toronto, les conservateurs sont d'ailleurs étrangement absents du décor urbain. La chose n'a peut-être qu'une valeur symbolique, mais les libéraux semblent déjà avoir gagné la guerre des affiches. Les lettres «PC», ici, se font rares. Même lors du discours de Mme Campbell devant des gens d'affaires lui étant acquis, mardi, l'arrière-scène n'était constituée que d'un vaste panneau bleu, sans aucune allusion partisane.

Et le «livret bleu» renfermant les orientations du parti va plus loin. Pas une fois, en quarante pages, n'y peut-on lire les mots «progressiste-conservateur». Il n'y est question que d'un «gouvernement Kim Campbell». Sage, dans une province où «conservateur» égale «libre-échange», cette dernière expression étant un peu taboue...

Hier, des sondeurs parlaient d'«effondrement» des conservateurs, une déroute qui profiterait cependant moins aux libéraux qu'au Reform Party, qui gagne sans cesse en popularité dans l'Ontario rural et s'approche lentement mais sûrement de Toronto.

Dans la ville même, les progrès de Preston Manning sont loin d'être acquis. La disparité ethnique des circonscriptions centrales assure encore aux libéraux de solides assises, et les néo-démocrates y luttent avec la dernière énergie, celle du désespoir. Mais dans la grande banlieue, le «Golden Horseshoe» généralement blanc et de classe moyenne, l'attrait du Reform n'est pas négligeable.

Dans Toronto, où l'immigration est galopante — deux fois plus élevée qu'à Montréal, par exemple —, les réformistes ne manquent d'ailleurs pas de jouer cette carte. Hier encore, Preston Manning faisait ressortir que l'immigration peut être une bonne chose dans la mesure où l'économie présente un rendement suffisamment élevé pour l'absorber. Dans les circonstances qui prévalent ici, est-il besoin de faire un dessin?

Toute cette bataille se déroule cependant sur fond de profonde déprime. Sans être scientifiques, les reportages des journaux, les tribunes téléphoniques, des entretiens avec des petits commerçants et de simples résidents rappellent quand même que Toronto-la-pure, Toronto-la-dorée connaît sa part de problèmes. Le centre-ville se dégarmit à un rythme accéléré, le taux de chômage y a rattrapé la moyenne nationale, et il s'en trouve un nombre impressionnant pour ne plus croire à grand-chose côté politique.

Il n'en faut pas plus pour que la Ville-Reine soit tentée, le temps d'une campagne électorale, de vivre au rythme des Bleus. Mais pas nécessairement ceux auxquels on pense.

«Une chance qu'on a les Blue Jays, disait cette semaine une dame. Ça nous aide à penser à autre chose.»

Objectif: 24,5 millions\$



PHOTO JACQUES GRENIER

EN LANÇANT sa campagne de financement, hier, à Montréal, Centraide a établi un record mondial pour la plus longue bannière de rue. Plusieurs milliers de marcheurs, dont des dizaines de personnalités (Fernand Daoust, président de la FTQ, la comédienne Andrée Lachapelle...) ont transporté les 840 pieds de tissu le long de la rue Sainte-Catherine. La bannière portant le logo de l'organisme a été transportée de l'intersection de l'avenue McGill College au Complexe Desjardins, où Karen Young et Robert Marien, entre autres, ont interprété la chanson thème de la campagne. La marche était également agrémentée de quelques fanfares et d'une trentaine de mascottes. D'ici au 7 décembre prochain, Centraide espère recueillir 24,5 millions\$ afin de financer 216 organismes œuvrant auprès des démunis de la métropole. L'organisme fait appel à la générosité populaire pour atteindre cet objectif. On peut faire parvenir son don au 493 rue Sherbrooke ouest, Montréal, H3A 1B6. Tél. 288-1261.

La fête de l'horreur

Le Festival international du cinéma fantastique veut redonner les lettres de noblesse à la série B

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Préparez vos valiums. C'était hier soir, au Palace, avec *Return of the Living Dead 3*, de Brian Yuzna, que s'ouvrait le Festival international du cinéma fantastique de Montréal, dans une vapeur d'effets spéciaux, de ketchup, de bruit, d'horreur et de chair décomposée. Une sorte de Roméo et Juliette aux enfers.

Cinéphiles montréalais, vous n'êtes pas tous conviés aux treize jours du grand bal de ces vampires-là. Le public-cible se situe entre 16 et 39 ans, il est amateur de gadgets et de grand frisson, peu argenté en moyenne. Le film d'horreur est généralement snobé, dit le directeur du festival, Sylvain Krief. Une certaine intelligentsia a qualifié ces œuvres noires et rouges de films-détritus, de films-boubelles. «On entend redonner ses lettres de noblesse à la série B», dit-il.

Sylvain Krief considère faire œuvre utile avec son festival. En temps normal, environ 90% des films

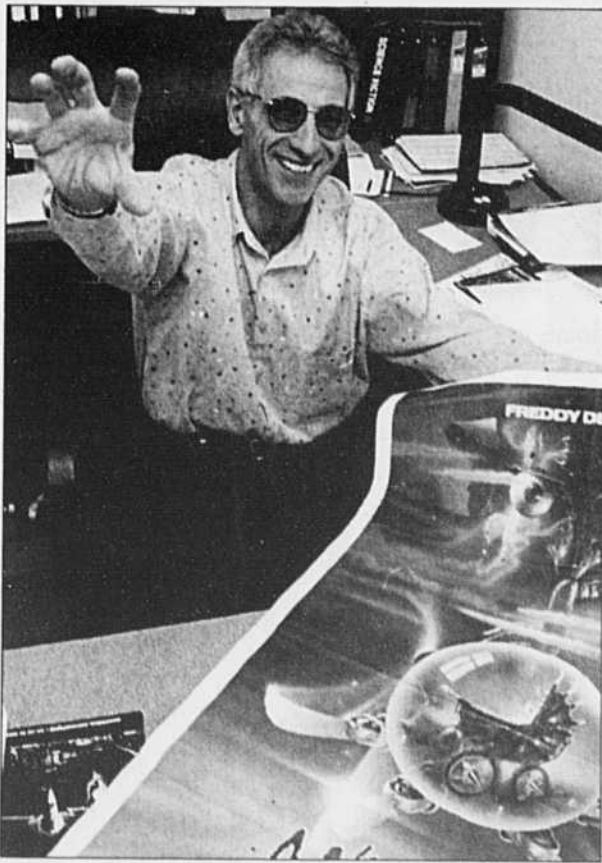


PHOTO JACQUES GRENIER

De l'avis de Sylvain Krief, le grand patron du Festival du cinéma fantastique de Montréal, le fantastique quitte les voies de l'horreur pour évoluer vers l'humour.

VOIR PAGE A 12: HORREUR

Manning attaque Bouchard

«Il n'y a aucune ouverture au Canada pour la souveraineté-association»

JEAN DION
LE DEVOIR

Toronto — Preston Manning refuse les demi-mesures: s'il n'en tient qu'à lui, les Québécois devront faire leur deuil de la souveraineté-association et choisir entre le fédéralisme canadien et l'indépendance pure et simple.

Le chef du Reform Party a lancé cet avertissement, hier, dans un discours à saveur constitutionnelle prononcé devant quelques centaines de membres du Canadian Club et de l'Empire Club, à Toronto.

Soucieux de faire échec au Bloc québécois, qu'il entend «battre» en envoyant plus de députés que lui à Ottawa, M. Manning a déclaré que «les réformistes qui feront partie du 35e Parlement du Canada s'engagent à dire la pure vérité aux Québécois quant à l'état de l'opinion en matière constitutionnelle à l'extérieur du Québec».

«Cette vérité, c'est que les Québécois qui veulent se séparer ont le choix entre l'indépendance et le Canada. Nous voulons que les défenseurs du séparatisme ne puissent plus occuper le terrain mou et flou de la souveraineté-association qu'ils offrent aux Québécois comme

VOIR PAGE A 12: MANNING

Le secret de la réussite selon Frank McKenna

«La prospérité passe par l'interventionnisme»

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

L'économie canadienne a besoin d'un gouvernement fédéral fort et interventionniste, dit le premier ministre Frank McKenna, qui incite son chef fédéral Jean Chrétien à suivre l'exemple du Nouveau Brunswick, pour remettre le Canada sur ses rails.

De passage à Montréal hier, M. McKenna a expliqué le secret de la réussite de son gouvernement à un groupe de candidats libéraux et de partisans du parti. «Nous avons adopté un programme très activiste au Nouveau-Brunswick et nous avons besoin à Ottawa d'un partenaire national pour poursuivre notre travail».

L'essentiel de la causerie du premier ministre du Nouveau-Brunswick a consisté en une énumération des réformes que son gouvernement a réalisées pour accroître l'activité économique de la province tout en préservant les acquis sociaux. Pour les trois dernières années, le

VOIR PAGE A 12: MCKENNA

Querelle linguistique à Barcelone

Interdit sous Franco, le catalan s'impose progressivement

MICHEL BOLE-RICHARD
LE MONDE

Madrid — Ils n'étaient pas très nombreux. Seulement deux cents à trois cents personnes, parents et enfants, venus en autocars de Catalogne, vendredi 24 septembre, pour protester dans la capitale. Ils ont déployé tranquillement leurs banderoles devant le ministère de l'Éducation: «Libre choix de la langue», «Catalogne: dictature linguistique», «Non à l'imposition du catalan». Les responsables de la Coordination des associés de la défense de la langue castillane (CADECA) sont venus faire part de leurs doléances.

José Ignacio Allué, le président, les a résumées ainsi: «Nous ne sommes pas anticatalans. Nous défendons le bilinguisme et demandons la liberté de choix des familles. À l'école, il y a un monolinguisme radical, tandis

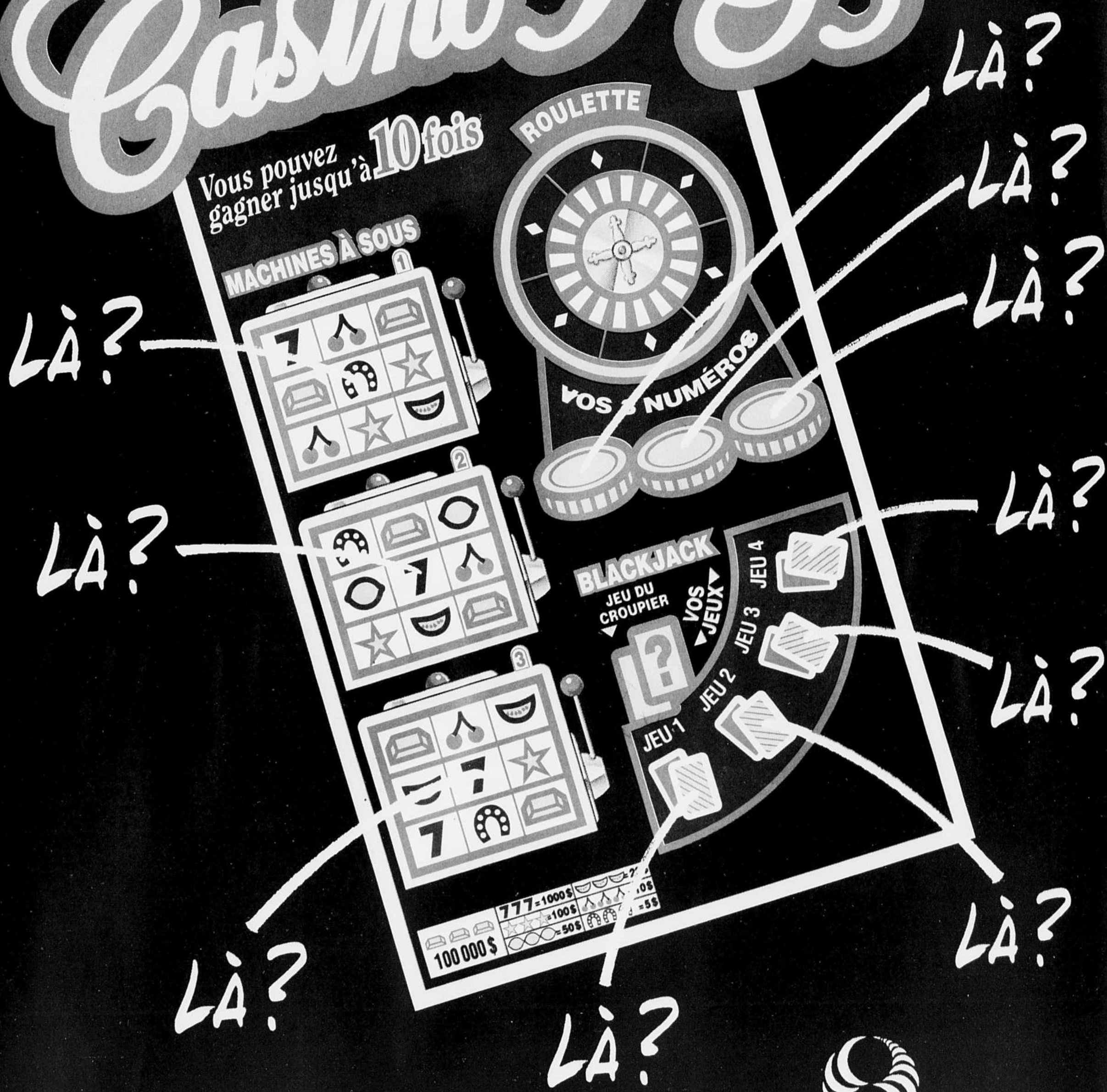
VOIR PAGE A 42: BARCELONE

INDEX

Les Actualités...A2	Idées...A11
Agenda culturel...C10	Livres...D1
Ann. classées...B11	Le Monde...A7
Les Arts...C1	Montréal...A3
Avis publics...B9	Mots croisés...B10
Économie...B1	Politique...A5
Éditorial...A10	Les Sports...B12
	Météo
	Nuageux
	Max: 14
	Détails en B10



Casino Royal®



JUSQU'À 100 000 \$ À GAGNER SUR UN MÊME BILLET

En plus, avec Casino Royal, on peut gagner jusqu'à 10 fois sur un même billet !
Casino Royal, c'est tout le plaisir du casino dans une nouvelle instantanée.
En tout, 10 gros lots de 100 000 \$ à gagner.

LE « CASINO » INSTANTANÉ

LE DEVOIR MONTREAL

SURTAXE MUNICIPALE

Jean Doré dans le pétrin

L'Hôtel de ville aux prises avec un manque à gagner de plus d'un demi-milliard

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Un manque à gagner de plus d'un demi-milliard\$ plane au-dessus de la Ville de Montréal à six semaines du dépôt de son budget 1994. Et le véritable responsable, c'est le gouvernement du Québec dont «Montréal est la créature», a lancé hier le maire Jean Doré en conférence de presse.

C'est que la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, déclarée «illégal» et «inconstitutionnelle» par la Cour supérieure, continue de donner des maux de tête à Montréal. Malgré la décision de Québec d'en appeler de ce jugement qui invalide la surtaxe, la Cour d'appel pourrait trancher en faveur des commerçants et obliger Montréal à enfiler une camisole de force.

Car si les gens d'affaires obtiennent gain cause une deuxième fois, l'Administration Doré pourrait devoir ouvrir son gousset et faire face à une facture qui s'élèverait à 84 millions\$ pour 1992 et 470 millions\$ pour 1993, soit 554 millions\$ sans compter les intérêts! Pour l'ensemble des municipalités concernées, cela pourrait signifier la rondelette somme de 1,2 milliard\$.

Mais voilà, si cette hypothèse se concrétise, la Ville de Montréal sera coincée puisque «les sommes perçues auront été dépensées et il faut se rappeler que nous ne pouvons pas emprunter pour payer l'épicerie», a expliqué le maire Doré. Pour financer tout remboursement, il y aura des comptes de taxes équivalents.

Dans ce contexte on ne peut plus houleux, la Ville de Montréal presse

le gouvernement provincial de lui donner des indications claires quant aux mesures à prendre dans la confection de son budget 1994. Du même coup, Montréal sert un avertissement à Québec qui pourrait être tenté de remettre en place la taxe d'affaires.

«Je préviens le gouvernement du Québec que s'il nous oblige, pour la préparation de nos budgets 1994, à revenir au système de taxation d'avant la réforme, il devra du même coup revenir au partage des factures d'avant cette réforme (environ 100 millions\$). C'est une question de bon sens. C'est une question de justice fiscale à l'endroit des contribuables montréalais», a déclaré le maire Doré.

Mais si le temps presse — le budget de Montréal doit être déposé

dans six semaines au conseil municipal —, «l'urgence ne justifie pas l'improvisation», a soutenu M. Doré qui dit vouloir s'assurer que les citoyens «ne feront pas les frais du chaos» provoqué par la réforme (loi 145) du ministre des Affaires municipales, Claude Ryan.

Le maire Doré en a profité pour réclamer une réforme de la fiscalité municipale qui puisse être mise en place à compter de 1995. «Nous sommes les premiers à convenir que le fardeau fiscal des contribuables non résidentiels montréalais est trop élevé», a reconnu M. Doré qui revendique pour Montréal de nouveaux «outils fiscaux», la Ville se finançant à 85% à partir des taxes foncières.

Une rencontre avec le ministre Ryan est prévue dans les prochains jours. Ce dernier, qui a annoncé que

le gouvernement en appellait du jugement de la Cour supérieure rendu mercredi dernier — geste appuyé par le maire Doré —, a rappelé, lors de l'ouverture du congrès de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec auquel il participait jeudi, que la surtaxe demeure légale jusqu'à ce qu'un jugement final ait été rendu.

En clair, cela signifie que les commerçants montréalais, comme tous ceux des 269 autres municipalités qui se sont vu imposer la surtaxe, sont tenus de la payer. Cette situation inhabituelle fait dire à Peter Sergakis, président de l'Association des propriétaires de bâtiments commerciaux du Québec et l'un des dix contestataires du nouveau régime fiscal de la municipalité, que l'Administration du maire Jean Doré et le ministre Ryan manipulent la population.

GARDERIES

Trépanier ne plie pas

MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

Sommée de s'expliquer devant des travailleuses en garderie venues l'attendre hier à Montréal, la ministre de la Famille, Violette Trépanier, a réitéré son refus d'appuyer leurs revendications. Pas question, dit-elle, d'accorder des subventions directes en salaires à ce groupe de travailleuses.

Deux mille d'entre elles ont manifesté sur cette question jeudi à Montréal, paralyseant le quart des garderies du Québec pour la quatrième fois depuis les printemps.

La ministre Trépanier était de passage dans le nord de la ville, hier, afin de lancer la 9^{ème} Semaine nationale de la famille, qui doit débiter officiellement lundi. Le thème cette année est le rapprochement inter-générationnel.

«Nous sommes allées à sa rencontre», dit Mireille Benard, présidente du Syndicat des travailleuses de la garderie de Montréal. Elles ont rejoint la ministre à aller rencontrer des travailleuses de la garderie Saint-Edouard, qui s'ébattaient avec des bambins dans un parc, juste en face du lieu de la conférence. «Elle n'a pas voulu y aller et nous a dit qu'elle était toujours l'ensemble du dossier», dit Mme Benard. On lui a répondu qu'on ne la croyait pas.

Les travailleuses, syndiquées de la CSN pour la plupart, veulent voir leur salaire horaire augmenter de 3,50\$ sur une période de trois ans. Avec un salaire horaire moyen de 9,92\$ (environ 18 000\$ par année), elles s'estiment largement sous-payées et voudraient que le gouvernement investisse directement les 75 millions\$ manquants. «Ce n'est pas un montant énorme», dit Mireille Benard.

La ministre Trépanier est d'un tout autre avis. «Le gouvernement ne peut pas, dans le contexte actuel, injecter une somme pareille. Nous voulons toujours créer 30 000 nouvelles places en garderie d'ici trois ans. Mais on ne peut injecter directement une subvention en salaires».

Outre le manque d'argent, la ministre Trépanier invoque le principe de l'autogestion des garderies par les parents. «Les garderies ne sont pas gérées par l'État. Même si je suis d'accord avec des augmentations salariales, ça ne peut pas passer par le gouvernement».

Québec propose plutôt d'injecter de nouvelles sommes d'argent directement dans le soutien aux familles. Une solution rejetée par les garderies. «Nous savons bien qu'une fois cet argent dans les poches des familles, il ne sera pas investi dans des augmentations salariales», dit Mireille Benard.

Dès maintenant, les travailleuses en garderie investiront 0,6% de leur salaire dans un fonds spécial de grève. Des janvier, leurs grèves sporadiques d'une journée pourraient se transformer en arrêt de travail prolongé, touchant chaque semaine un nombre croissant de garderies.

Faubourg Québec

Des fouilles supplémentaires retarderont d'un mois le début des travaux de construction

MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

Des fouilles supplémentaires se poursuivront durant les trois prochaines semaines sur le site de Faubourg Québec, retardant d'un bon mois le début des travaux de construction, prévu pour le début d'octobre.

Au moment où la firme Arkéos, mandatée pour fouiller ce site historique, abritant jadis une ville militaire fortifiée datant de la période de la Nouvelle-France, terminait en principe ses travaux, de nouvelles découvertes «intéressantes» l'ont conduite à demander un délai. Les archéologues auraient en effet identifié les traces d'un site préhistorique et des fragments d'artefacts datant de la période de contact entre Amérindiens et Européens. «Il est donc clair que le promoteur Gazeille ne pourra commencer ses travaux avant la fin du mois», dit Robert Perron, porte-parole de la SHDM, la Société d'habitation et de développement de Montréal.

La Ville de Montréal investit donc 60 000\$ supplémentaires pour mener à bien les fouilles. Jusqu'à maintenant, 325 000\$ ont été déboursés pour évaluer les vestiges de la phase 1 de Faubourg Québec, un projet domiciliaire de 1800 logements d'une valeur de 350 millions\$.

Par ailleurs, le comité d'experts mandaté par la Ville de Montréal pour évaluer la valeur archéologique et patrimoniale du site de Faubourg Québec publiera son rapport mercredi. On sait d'ores et déjà que le comité, présidé par Phyllis Lambert, reconnaîtra la valeur patrimoniale des récentes découvertes faites sur le site. On ignore toutefois s'il sera recommandé d'intégrer les découvertes archéologiques au projet domiciliaire, notamment la fameuse Porte-Québec, tel que le réclament différents

groupes de pression.

«Ce qui filtre du rapport du comité d'experts est complètement inacceptable», dit Marc Drouin, porte-parole du Regroupement Porte-Québec, qui se bat depuis plusieurs semaines pour imposer un moratoire sur la construction des logements et un classement du site. «Il faut une analyse complète du site et, par la suite, un rapport détaillé et une série de recommandations», dit-il.

Tout cela peut prendre plusieurs mois. «Nous ne sommes pas pressés. Si les promoteurs ou la Ville le sont, qu'ils débattent leurs travaux ailleurs sur le site, dans un endroit moins névralgique», Marc Drouin juge l'attitude du promoteur Gazeille et de la SHDM «suspecte»: «Ils veulent détruire les traces de l'histoire».

Vu l'importance patrimoniale de l'endroit, «et puisque nous possédons peu de traces des vestiges du régime français à Montréal», Marc Drouin et son groupe recommandent de classer et de protéger l'ancienne forteresse. «On pourrait en faire un champ d'archéologie, comme on en retrouve en Grèce ou en Italie. Ou encore aménager un complexe hôtelier ou un centre commercial. Mais pas des condos, qui empêcheront l'accès du site à l'ensemble de la population».

Robert Perron, de la SHDM, considère qu'il y a beaucoup de fantasmes et d'imaginaire dans les propos qu'il entend à droite et à gauche. Il attendra les rapports d'experts pour commenter «l'orage». «Mais Faubourg Québec reste un projet exemplaire. Gazeille, c'est l'inverse de promoteurs méchants. Ils tiennent compte des fouilles archéologiques».

En attendant, malgré une publicité peu positive faite autour du projet, la vente de condos se poursuit allègrement, dit Robert Perron. «La demande est très, très forte».

Faites vos jeux



PHOTO JACQUES GRENIER

LES JEUX SONT FAITS! M. Dave Allard, croupier au Casino de Montréal, était déjà à son poste hier, journée spéciale d'ouverture pour les chauffeurs de taxi. Le Casino de Montréal, établi dans l'ancien Palais de la civilisation, ouvrira ses portes au grand public le 9 octobre prochain.



GEORGES
LAOUN
opticien



DERMEJIAN 6
ARGENT Sterling pur.
2,900 \$



ZETA (Acétate)
340\$

Collection
MASKE

4012, rue Saint-Denis
(coin Duluth)
844-1919

600 est, Jean-Jalou
(Métro Jean-Jalou)
272-3816

EXAMEN DE LA VUE PAR OPTOMETRISTE

CONFÉRENCES HYDRO-QUÉBEC • UQAM 1993

ENVIRONNEMENT

*Mythes
et
RÉALITÉ*

Le 5 octobre

L'actualité de l'Appel de Heidelberg
Michel Salomon
Directeur scientifique
Centre international pour une
écologie scientifique
France

Le 12 octobre

Les dessous de l'expansion
récente du caribou dans le
Nord québécois
Serge Payette
Chercheur
Centre d'études nordiques
Québec

Le 19 octobre

No Global Ecological Crises:
Seven Apocalyptic Myths
Ronald Bailey
Journaliste environnemental
TechnoPolitics, PBS
Washington
(en anglais)

Le 26 octobre

Sources et devenir du mercure
dans les réservoirs
hydro-électriques du Moyen
Nord québécois.

Marc Lucotte
Chercheur
Centre de recherche en
géochimie isotopique et en
géoarchéologie (GÉOTOP)
Université du Québec à
Montréal

Le 2 novembre

L'arche de Noé est-elle en
péril?
Yvon Pageau
Écrivain et conférencier
Montréal

Le professeur Claude Hillaire-
Marcel, titulaire de la Chaire
de recherche en environne-
ment Hydro-Québec •
CRSNG • UQAM, présentera
les conférences et ouvrira
la période de questions.

Studio-théâtre Alfred-Laliberté
(J-M400)
Pavillon Judith-Jasmin
Université du Québec à Montréal
405, rue Sainte-Catherine Est
Métro Berri-UQAM

Les 5, 12, 19 et 26 octobre et le 2 novembre 1993
à 17 h 30

Pour plus de renseignements : (514) 987-4630, 987-3482



Hydro-Québec



Université du Québec à Montréal

Entrée libre

LIBRAIRIE LE BOUQUIN

395 Boul. Cartier, Laval (Québec) H7N 2K8

Tél.: (514) 688-6036 Fax: (514) 688-8844

Nous vendons les publications
du gouvernement du Québec:
-lois, règlements
-livres administratifs, techniques
-livres d'art, etc.
Commandes téléphoniques
acceptées.

CONCESSIONNAIRE DES
PUBLICATIONS DU QUÉBEC



Sentiers
de
Foi

GROUPE D'ÉCHANGE SUR LA FOI CHRÉTIENNE

À partir des questions posées
par les participants

Un théologien y participe
comme personne-ressource

Première rencontre: mardi le 5 octobre à 19 h 30

Renseignements: (514) 495-4940

♦ LES ACTUALITÉS ♦

Le Canada promet une aide de 55 millions\$ aux Palestiniens

Washington (PC) — Le Canada fournira une aide de 55 millions\$ CAN aux Palestiniens au cours des cinq prochaines années.

L'ambassadeur du Canada aux États-Unis John de Chastelain a fait cette annonce hier, alors qu'il participait à une conférence sur la paix au Moyen-Orient.

Convoquée par les États-Unis et la Russie, cette conférence visait à coordonner l'aide aux Palestiniens afin d'augmenter les chances de succès de l'accord de paix signé par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, le 13 septembre dernier.

Pas moins de 43 pays et 47 délégations ont participé à la conférence. Ensemble, ils se sont engagés à fournir une aide de deux milliards\$ US au cours des cinq prochaines années. À l'issue de la rencontre, le secrétaire américain au Trésor Lloyd Bentsen s'est dit confiant de voir le total dépasser les 2,4 milliards\$ US que la Banque Mondiale juge nécessaire pour développer la bande de Gaza et la Cisjordanie.

Le secrétaire d'État américain a déclaré pour sa part que la conférence avait été un «succès éclatant».

M. de Chastelain a précisé que les 55 millions\$ CAN promis par le gouvernement canadien représentaient une augmentation de 40% de l'assistance canadienne actuelle à la Cisjordanie et à Gaza.

Il a ajouté que le Canada allait acheminer bientôt une grande partie de cette assistance, de façon à fournir un soutien plus opportun et plus efficace aux Palestiniens pendant la période initiale de six à neuf mois. (Voir autre texte en page A-8)

Au revoir du ministre aux omnipraticiens du Québec

Côté prévient les médecins qu'ils auront à faire des sacrifices

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, a invité hier les 300 membres de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) réunis en congrès à Montréal à participer à l'effort de réduction des coûts du système de santé.

M. Côté, qui en était à sa dernière rencontre avec les médecins omnipraticiens avant son départ de la scène politique, a déclaré qu'ils devaient se montrer vigilants dans l'utilisation des ressources à leur portée. De plus, le ministre a averti que d'autres sacrifices leur seraient demandés.

Ainsi, les médecins omnipraticiens seront appelés, entre autres, à prendre part au décloisonnement des professions (avec le personnel infirmier notamment), même si «chacun est bien campé dans son champ de pratique et qu'il y a une résistance au changement très forte», a prévenu M. Côté.

Mais ce n'est pas tout. Les omnipraticiens devront sortir des cabinets privés, du moins en partie, pour exercer dans l'un des 158 CLSC de la province, dans les services d'urgence, un centre hospitalier de longue durée ou les centres d'accueil.

Ce dernier point ne réjouit guère les membres de la FMOQ qui voient la réforme du ministre Côté comme une menace pour les médecins qui choisissent d'exercer en cabinet privé. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par la Fédération auprès de ses quelque 7000 omnipraticiens membres.

Marc-Yvan Côté a profité de ce congrès qui se termine ce soir pour réitérer son désaccord à un éventuel ticket modérateur, bien qu'il se dise satisfait des effets de l'imposition du paiement de 2\$ par ordonnance imposée aux personnes âgées. «C'est une économie de 75 millions\$ en un an et les gens se posent maintenant davantage de questions sur l'utilisation de leurs médicaments», a soutenu M. Côté.

«La solution est dans la révision des façons de faire, la révision du panier de services», a-t-il expliqué. Là-dessus, la FMOQ a déjà soumis en juin dernier au ministre des propositions pour amaigrir le système de santé. Le président, le Dr Clément Richer, donne en



Le ministre Marc-Yvan Côté

PHOTO PC

exemple les examens pré-emploi dont les coûts «ne devraient pas être supportés par la collectivité», estime-t-il.

Quant au dossier du renouvellement des cartes d'assurance-maladie qualifiée de «cauchemar kafkaïen» par un médecin inscrit au congrès, le ministre assure que les nombreux dérapages sont en voie d'être résorbés. Depuis un an, cette mesure de contrôle a permis d'enlever de la circulation 131 000 cartes frauduleuses. «À ce rythme-là, 500 000 seront disparues d'ici quatre ans», a précisé M. Côté.

Aux membres du parti et aux aspirants-candidats

Bourassa lance un appel à l'unité

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

S'adressant aux ministres, députés, présidents d'associations de comités et aspirants à sa succession, Robert Bourassa a lancé hier soir un appel à l'unité du parti.

Devant les membres du conseil général réunis pour débattre des règles de procédures du congrès au leadership qui se tiendra du 28 au 30 janvier à Québec, le chef du parti a fait valoir que les débats et discussions ne sont que légitimes pourvu que le parti n'en ressorte pas divisé. Il souhaite une campagne marquée par le souci du contenu et applaudira à l'émergence de nouvelles idées. Il a également abordé les thèmes de l'économie et de la stabilité politique.

Plus tôt devant les journalistes, il s'est rallié à l'opinion exprimée cette semaine par David Peterson, voulant que l'élection à la Chambre des communes d'un fort contingent de candidats du Bloc québécois constitue une certaine menace à la stabilité politique du pays. Cela dit, il a avoué ne pas être étonné de la force du Bloc québécois, considérant que les sondages n'ont cessé de la cloner depuis deux ans. Le conseil général a endossé sans mo-

difications les règlements proposés la semaine dernière par l'exécutif du parti. Le congrès au leadership sera donc coprésidé par Mme Michèle Bazin et le ministre des Communications, Lawrence Cannon. Les candidats devront s'annoncer 45 jours avant le congrès et ils auront jusqu'au 31 octobre pour recruter de nouveaux membres. Il faudra donc adhérer au parti avant cette date pour espérer faire partie de la délégation qui élira le nouveau chef. Pour faire acte de candidature, il faudra que les intéressés recueillent 25 signatures de membres dans 12 régions.

Les assemblées pour le choix des députés se tiendront dans chacune des 125 circonscriptions, du 15 novembre au 8 janvier.

Contrairement au congrès de 1983, il sera interdit aux candidats d'accepter des contributions des corporations privées ou des syndicats. Le plafond de ces contributions a été fixé à 3000\$, ainsi que le prescrit la loi sur le financement des partis. Mais ils n'auront pas à divulguer l'origine de leurs contributions.

De tous les noms mis de l'avant depuis que M. Bourassa a annoncé sa démission, il ne reste plus que trois véritables présumés aspirants: Daniel Johnson, Gerald Tremblay et Yvon Picotte.

MOULES ZÉBRÉES

Paradis dit non

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le ministère de l'Environnement du Québec, qui s'apprête à libéraliser l'usage de pesticides dans les cours d'eau infestés de moules zébrées, veut obliger les cultivateurs intéressés au compostage de leurs fumiers à demander un certificat d'autorisation en sus de celui qu'ils détient déjà comme propriétaires d'un établissement de production animale.

C'est ce qu'a expliqué hier M. Serge Meynard, de l'Union des producteurs agricoles (UPA), en réaction à un article du DEVOIR dans lequel on faisait état des réticences de ce syndicat agricole à certaines dispositions du futur règlement «d'administration» du ministère. Ce règlement indique à qui et dans quelle mesure s'applique la Loi de l'environnement, qui n'est pas, au Québec, d'application universelle.

D'autre part, le bureau du ministre de l'Environnement, M. Pierre Paradis, a fait savoir hier que ce dernier a refusé la proposition de ses fonctionnaires, qui lui proposaient de libéraliser l'usage des pesticides contre la moule zébrée.

Quant au règlement d'administration du MENVIQ, il prévoit depuis des années de nombreuses exemptions, dont profite le milieu agricole. Ce règlement exemptait de l'obligation d'obtenir un certificat d'autorisation l'activité agricole en général et, en particulier, la construction des fermes et l'artificialisation des cours d'eau. Plus de 20 000 km de petits cours d'eau ont été ainsi détruits par redressement et creusement, sans la moindre étude d'im-

pacts cumulatifs.

L'UPA, a déclaré M. Meynard, n'a jamais fait de représentation pour que ses membres soient soustraits via le règlement d'administration à l'obligation de protéger les milieux humides.

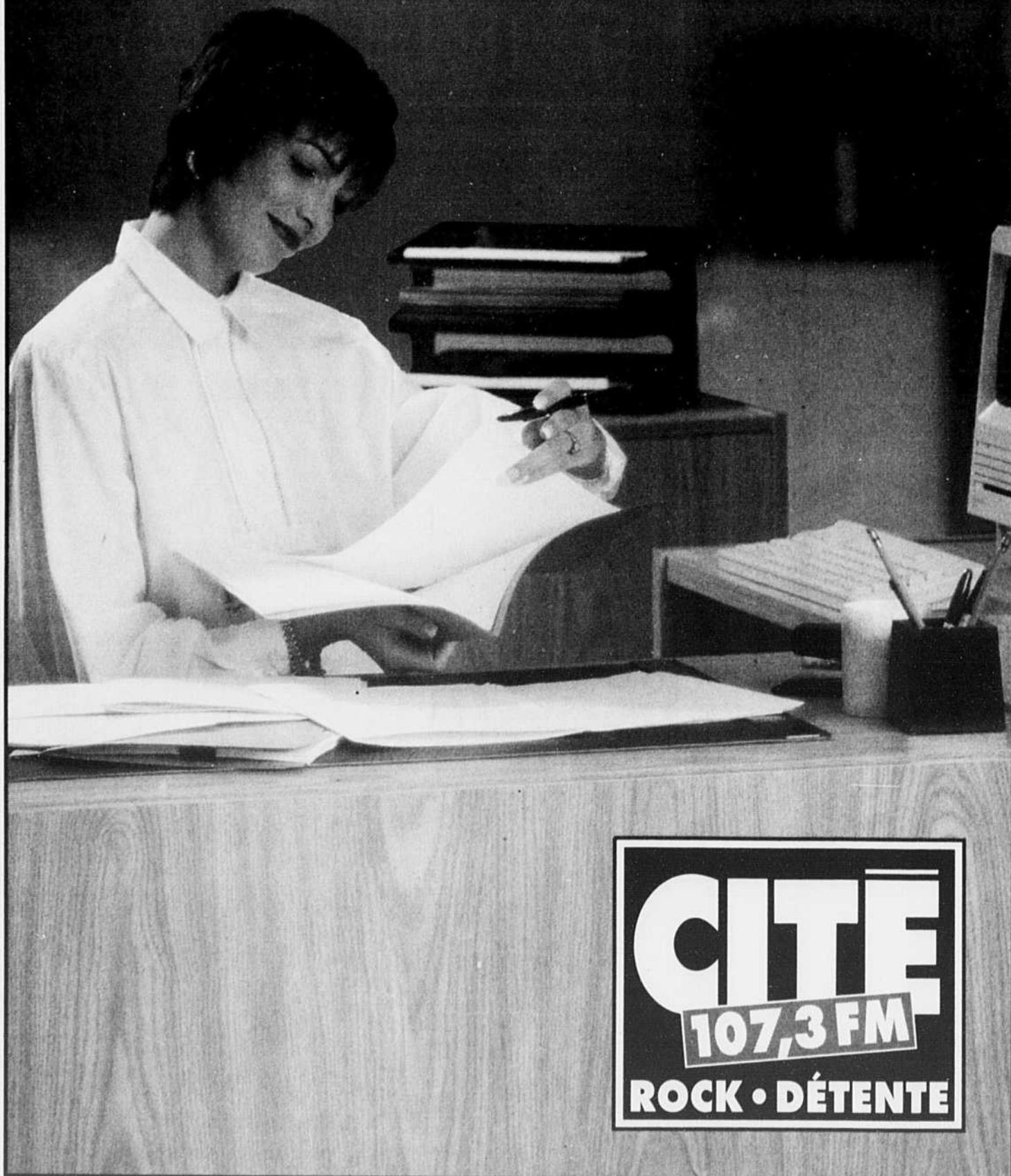
Selon M. Meynard, l'UPA s'est plutôt opposée à deux exigences du ministère, de nature à décourager les plus écologiques des agriculteurs.

L'UPA a appris, dit-il, que dans la dernière version de ce projet de règlement, récemment soumise au cabinet provincial, le MENVIQ se propose d'exiger un certificat d'autorisation des agriculteurs qui acceptent l'épandage chez eux des boues d'épuration municipales, jugées

sécuritaires par le ministère, et de la part de ceux qui entreprennent de composter leurs fumiers pour passer à l'agriculture biologique ou réduire leur recours aux engrais chimiques.

«Les normes sur la gestion des fumiers sont suffisantes, en plus des Guides de bonnes pratiques, pour qu'on ne crée pas aux agriculteurs, qui aident le plus l'environnement, des problèmes administratifs additionnels. On veut exiger un certificat d'autorisation de quiconque composte plus de 200 tonnes métriques, soit l'équivalent du fumier d'une douzaine de vaches. On trouve indécente une telle exigence dans la mesure où ce fumier, généré sur la ferme, va y retourner, ce qui est la meilleure solution. Le ministère devrait plutôt inciter les agriculteurs concrètement à adopter la pratique du compostage et à réduire les tracasseries administratives pour qui accepte des boues d'épuration jugées sécuritaires, ce qui diminuera sensiblement la facture des municipalités», conclut M. Meynard.

ma
radio
au
boulot



CITE
107,3 FM
ROCK • DÉTENTE

CONFÉRENCES SUR LE FÉMINISME

Centre ONF-Montréal
1564, rue Saint-Denis
Métro BERRI UQAM

Le féminisme et les rapports hommes-femmes
5 octobre 1993, 20 h 30

Avec : M^{me} Francine Descarries
M^{me} Ariane Emond
M. Daniel Welzer-Lang
Animatrice : M^{me} Françoise Guénette

COMPLET

Les conditions de vie des jeunes femmes :
nouveaux enjeux, nouvelles stratégies?
2 novembre 1993, 20 h 30

Avec : M^{me} Sophie Latraverse
M^{me} Dominique Ollivier
M^{me} Suzanne Pélouquin
Animatrice : M^{me} Simone Landry

COMPLET

Les droits des femmes dans une société de droits
30 novembre 1993, 20 h 30

Avec : M^{me} Viviane Barbot-Lymburner
M. Henri Brun
M^{me} Jennifer Stoddart
Animatrice : M^{me} Anne-Marie Dussault

COMPLET

Les places sont limitées. Pour obtenir un laissez-passer :
Conseil du statut de la femme, «Activités des 20 ans», 1-800-463-2851

ÉLECTIONS
93LE DEVOIR
POLITIQUE

À la veille des débats télévisés

Campbell annonce qu'elle sera plus combative

MANON CORNELLIER
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — À la veille des deux débats télévisés, la première ministre Kim Campbell a entamé une nouvelle phase de sa campagne. Elle a décidé de passer à l'attaque et de malmenager ses adversaires.

«Nous nous dirigeons vers une nouvelle étape de la campagne qui sera beaucoup plus combative», a-t-elle indiqué lors d'une entrevue accordée à la chaîne anglaise Global et qui sera diffusée aujourd'hui dans le cadre de l'émission *Focus*.

Mme Campbell soutient qu'elle veut profiter des débats pour faire une comparaison entre les programmes des partis, pas pour asséner un coup fatal à ses adversaires.

Elle a répété qu'au cours des dernières semaines de la campagne, elle ne voulait pas s'engager dans des attaques personnelles. Mais le ton sera vigoureux si on se fie aux critiques qu'elle a adressées à ses adversaires hier midi.

Lors d'un point de presse, elle a accusé le chef du Reform Party Preston Manning d'avoir des politiques «incroyablement destructrices sur le plan économique».

Au cours d'une pause lors de l'enregistrement de son entrevue, elle a soutenu que le chef libéral Jean Chrétien nageait «jusqu'au coup dans les déclarations contradictoires». «Il s'est montré susceptible. Tout ça ressortira et je ferai ma part pour le mettre en évidence», a-t-elle dit.

En entrevue, elle en a remis. «Aucun d'entre eux n'a la vision pour mener ce pays vers le XXI^e siècle. Aucun d'eux ne comprend ce qu'il faut faire pour s'assurer que notre économie prospère. Jean Chrétien n'a aucune politique pour nous sortir de nos dettes», a-t-elle déclaré.

«Il est tout à fait inconscient, a-t-elle renchérit. Et Preston Manning n'a aucun intérêt dans la croissance économique. M. Bouchard veut détruire le pays. Il n'y a qu'un seul choix», a-t-elle conclu.

Mme Campbell est persuadée que la question du leadership est un enjeu

important de la campagne. «Je devance tous les autres chefs de parti de façon considérable lorsqu'on demande aux Canadiens qui fera le meilleur premier ministre», a-t-elle souligné.

Selon Mme Campbell, ce changement de ton n'est pas le signe d'un virage improvisé. Au contraire, a-t-elle affirmé, elle a suivi son plan de match depuis le début. Elle a soutenu que les sondages négatifs n'ont pas amené de modifications dans sa stratégie.

«Quand vous êtes en avance, vous êtes l'objet de l'attention de chacun et vous recevez tous les coups, ce qui vous fait glisser dans les sondages. Mais ensuite, ce sont les autres qui se retrouvent dans la même situation», a-t-elle noté.

Elle a rappelé qu'en 1988, au moment des débats, les conservateurs entraînaient de la patte dans les sondages et qu'ils avaient su remonter la pente par la suite. Elle pense pouvoir faire la même chose. Bref, elle est loin d'abandonner la partie.

«Notre organisation de campagne est très sereine», a-t-elle soutenu quand on l'a interrogée sur les problèmes soulevés dans les médias, y compris Dalton Camp, un commentateur conservateur de longue date.

«Ces commentaires ont pris par surprise les gens de l'organisation qui avaient des contacts avec lui.» A son avis, cet incident est un exemple de vieux routiers demeurés sur le banc et qui aiment mettre en doute ce que font les derniers arrivés.

Lors d'une pause, elle a soutenu que les chefs libéral et réformiste avaient eu la partie facile et avaient pu éviter pour le moment un examen attentif de leurs propositions.

Elle a refusé d'en blâmer les médias. Elle a préféré attribuer l'attention dont elle a fait l'objet au fait qu'elle a démarré la campagne au sommet des sondages d'opinion. «Je m'attendais clairement à être l'objet d'un examen plus étroit que les autres durant la campagne. Je suis réaliste», a-t-elle dit.

Elle croit que le centre d'attraction va changer et qu'en bout de ligne, son approche apparaîtra comme la plus crédible et la seule capable de préserver la qualité de vie des Canadiens.



Un changement de ton qui n'est pas le signe d'un virage improvisé, jure la première ministre.

Le groupe Allaire veut se transformer en mouvement politique

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Moins d'un an après l'avoir formé, Jean Allaire a décidé de saborder son groupe de penseurs politiques.

Réunis aujourd'hui à Drummondville, les membres du «Groupe de réflexion Québec» seront invités à mettre un terme à cette expérience pour se regénérer à travers un mouvement de consultations politiques.

Aux quelque 75 délégués venus d'un peu partout à travers le Québec, Jean Allaire et Mario Dumont proposeront de mettre fin à l'existence du «Groupe de réflexion Québec» et d'entériner la naissance du «Groupe d'action Québec».

Dans l'esprit de ses concepteurs, ce nouveau véhicule aura pour mission d'effectuer dès cet automne une tournée de consultations dans toutes les régions du Québec. L'objectif est de recueillir les réactions des Québécois aux conclusions du Groupe de réflexion.

En demeurant dans cette voie tortueuse de l'entre-deux, le clan Allaire-Dumont conserve toute sa marge de manœuvre et se réserve surtout la possibilité de passer plus tard à l'étape plus concrète de l'action politique. Si cet exercice de consultations s'avère concluant, les probabilités seront fortes que l'on assiste d'ici la fin de l'année à l'émergence d'un nouveau parti politique.

Issu l'automne dernier de la crise constitutionnelle qui a secoué le Parti libéral de Robert Bourassa et qui a fait de Jean Allaire et Mario Dumont d'illustres dissidents, le Groupe de réflexion se voulait au départ un mouvement intégralement apolitique. Au fil des mois, MM. Allaire et Dumont ont publiquement évoqué la nécessité d'une troisième voie. Plus récemment, l'appui du Groupe de réflexion au Bloc québécois a généré des tensions en son sein; plusieurs des penseurs qui y ont adhéré esti-



Jean Allaire

ment que le mouvement a ainsi été détourné de ses fins. A tel point que si le Groupe de réflexion ne s'était pas sabordé, on aurait probablement assisté à son éclatement. L'idée de former un nouveau parti politique n'est pas à l'ordre du jour, mais il n'est pas exclu que la question puisse être soulevée.

La réunion du Dauphin de Drummondville vise à jeter un dernier regard sur le résultat des cogitations de Jean Allaire et compagnie. Le document-synthèse qui en sortira sera publié en novembre, après avoir subi le test de la tournée de consultations. Les délibérations dureront toute la journée et les participants seront répartis en sept ateliers sous autant de thèmes:

- Ensemble sur le territoire québécois: Qui sommes-nous? Qui serons-nous?
- Une économie d'avenir.
- La santé démocratique, la confiance en nos institutions.
- Notre avenir collectif, les liens avec nos partenaires géographiques et économiques.
- L'Etat et la gestion de nos biens publics.
- L'éducation et les valeurs de base.
- Face à l'appauvrissement, une nouvelle solidarité.

Culture et politique: un mariage difficile

Le PLC répond en anglais à un questionnaire de l'Union des artistes sur ses politiques culturelles

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Coup sur coup, hier, le Conseil québécois du théâtre (CQT) et l'Union des artistes (UdA) se sont plaints ouvertement de l'absence de considérations pour les questions artistiques et culturelles de la part des milieux politiques. Mieux (ou pire): le Parti libéral du Canada a répondu en anglais à un questionnaire que lui a soumis l'Union sur ses propositions de politique culturelle.

Ces prises de position critiques suivaient la parution d'un article à la «une» du DEVOIR, rappelant que la culture n'est pas au centre des

préoccupations dans la présente campagne électorale. Le document de l'UdA, dont LE DEVOIR a obtenu copie, concerne directement la campagne.

Il s'agit d'un questionnaire envoyé aux quatre grands partis politiques dans le but de les obliger «à se commettre clairement sur les principaux sujets d'intérêt pour le milieu», comme l'explique *L'Union Express*, le bulletin d'information de l'UdA dans lequel un article accompagnant les réponses obtenues doit être publié vendredi prochain.

Le document comprend quatorze questions précises. Les règles établies d'entrée de jeu par l'Union demandaient aux participants politiques

d'y répondre clairement, par un oui ou un non. Tous les dossiers chauds en rapport à la culture et aux communications y sont abordés: la refonte de la Loi du droit d'auteur, les coupures infligées aux grands organismes canadiens depuis quelques années, certaines décisions du CRIC en matière de radiodiffusion, la place de la culture dans le cadre des accords de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, etc.

Le Parti libéral du Canada (PLC) et le Parti conservateur (PC) n'ont pas respecté la règle exigeant des réponses par l'affirmative ou la négative. Leurs réponses ne seront donc pas publiées dans le bulletin de l'Union.

Le plus étrange c'est que le PLC a transcrit

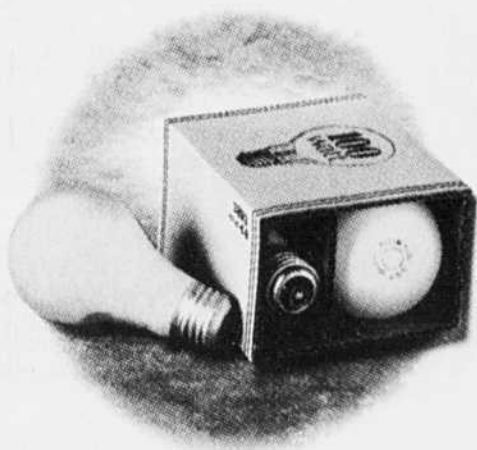
les questions et y a répondu en anglais! Le document est revenu du bureau de Sheila Finestone, députée de Ville Mont-Royal, critique libérale en matière culturelle.

Quant aux conservateurs, ils ont envoyé des réponses «très longues et très vagues», selon l'article de *L'Union Express*. Finalement, le PC a fait parvenir une lettre de désistement à l'UdA.

Le Bloc québécois et le NPD ont respecté les règles et donné quasi unanimement les mêmes réponses: ils critiquent les décisions du gouvernement conservateur des dernières années et proposent de réinvestir massivement dans la culture, le Bloc voulant bien sûr protéger la souveraineté québécoise en ces matières.

Par ailleurs, le Conseil québécois du théâtre a rendu public un document qui questionne les trois paliers gouvernementaux sur leurs intentions dans les domaines artistiques et culturels.

Le texte signé par le comédien Normand Chouinard, président de l'organisme, s'intitule ironiquement *Si l'actualité vous intéresse... ne lisez pas ceci*. «En effet, écrit-il, il ne sera pas question de ce qui suit, (des arts et de la culture) dans la campagne électorale. Pas plus que lors de la campagne au leadership du Parti libéral du Québec et encore moins lors de l'étude du budget de la CUM au cours des prochaines semaines.»



Mon mari a une manie vraiment ridicule:
il remet toujours les ampoules brûlées dans leur boîte pour
éviter de les briser. Moi, ça me dépasse. J'ai l'air de quoi
quand je monte changer la lumière du passage et que je visse l'une de
ces ampoules finies? D'une 20 watts! Il me semble que sa mère
aurait pu m'avertir...

Le papier, c'est plus que du papier.

Rien d'étonnant à ce qu'une simple boîte d'ampoules puisse prendre une telle importance. Surtout quand on pense à la place qu'occupe le papier dans nos vies. De fait, il ne se passe pas une journée sans qu'il contribue à pratiquement tout ce que nous faisons.

L'Association canadienne des pâtes et papiers

• POLITIQUE •

A L E N A

Chrétien nie avoir donné sa bénédiction

MANON CORNELIER
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le Parti libéral du Canada n'a pas laissé entendre aux Mexicains et aux Américains qu'il irait de l'avant avec l'Accord de libre-échange nord-américain.

«C'est absolument faux. Je n'ai donné aucune assurance à qui que ce soit et je n'ai autorisé personne à en donner. Le chef du parti, c'est Jean Chrétien et notre politique est claire», a déclaré le chef libéral hier matin.

Le quotidien *Financial Post* écrivait jeudi, en citant des sources anonymes mexicaines et américaines, que des libéraux les avaient assurés qu'ils ne déchireraient pas l'entente et qu'ils ne chercheraient plus à en renégocier certaines parties.

M. Chrétien a nié ces allégations avec énergie, mais il a ensuite tenté d'éviter de dire ce qu'il fera le 1er janvier prochain lorsque l'Accord de libre-échange nord-américain devrait entrer en vigueur.

Il a dit qu'il fallait d'abord voir si le Congrès américain adoptera ou non l'entente conclue avec le Canada et le Mexique. «On verra», a-t-il plusieurs fois répété.

Lorsque les journalistes lui ont demandé ce qu'il fera si l'entente est adoptée à Washington, il s'est un peu impatienté. «Si, si, si. Si ma grand-mère avait des roues, elle serait un autobus. Attendez», a-t-il répliqué.

Il a finalement précisé qu'il devrait être satisfait des améliorations apportées à l'entente avant de pouvoir la proclamer.

Le Parti libéral veut renégocier cinq aspects de l'ALENA. M. Chrétien a rappelé qu'il y avait un précédent à la réouverture des négociations. Il a cité les pourparlers sur l'environnement et les conditions de travail qui ont été tenus à la demande du président américain Bill Clinton.

Le Parti libéral veut regarder de plus près ces deux accords parallèles. Il veut aussi négocier un code clair concernant les subventions et les mesures anti-dumping. Il demande que le Canada jouisse des mêmes protections que le Mexique pour son secteur énergétique et il souhaite un mécanisme de règlement des différends plus musclé.

Dans le cas des subventions et des mesures anti-dumping, M. Chrétien rappelle que l'accord de libre-échange canado-américain prévoyait la négocia-



M. Chrétien a reçu hier l'appui de la Fraternité des préposés à l'entretien des voies, un syndicat qui compte 13 000 membres. Le chef libéral allait ensuite faire une pose dans sa campagne afin de se préparer aux débats télévisés de demain et lundi.

tion de définitions communes. Les deux pays s'étaient donné sept ans pour y parvenir, mais les pourparlers ont été suspendus il y a trois ans en attendant la conclusion des négociations commerciales multilatérales à Genève (GATT).

Selon M. Chrétien, les travaux canado-américains devront reprendre et les Américains ne pourront pas s'y refuser puisque c'est prévu dans l'ALENA.

M. Chrétien a dû aussi se défendre sur le manque de clarté de sa position sur l'augmentation ou non des taxes sous un gouvernement libéral.

«Mon programme ne parle pas d'augmentation de taxes mais plutôt de réduire le déficit», s'est-il employé à répéter aux journalistes qui lui demandaient s'il allait s'engager à ne pas augmenter les taxes au cours des deux premières années de son mandat.

M. Chrétien a refusé de prendre un engagement catégorique, ajoutant qu'il n'avait pas à rédiger maintenant le budget des deux prochaines années.

Canadien français de service?

Ottawa (PC) — Le chef libéral Jean Chrétien ne se voit pas comme un Canadien français de service à Ottawa mais comme un Canadien français au service de son pays et de ses concitoyens.

«Je suis un Canadien français qui veut servir avec fierté», a déclaré le chef libéral à l'issue d'une rencontre hier matin avec la direction de la Fraternité des préposés à l'entretien des voies.

M. Chrétien répondait ainsi au chef péquiste Jacques Parizeau qui l'a attaqué de façon vigoureuse lors d'une assemblée partisane du Bloc québécois jeudi soir à Shawinigan. M. Parizeau a alors invité les gens de la circonscription de Saint-Maurice, où se présente M. Chrétien, à donner une «leçon aux Canadiens français de service» à Ottawa.

Le chef péquiste a aussi fait un véri-

table procès du chef libéral, l'accusant d'avoir trahi les Québécois et, après cela, d'avoir «le front de se représenter au Québec». Le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard a tenu des propos similaires mais avec des mots moins crus.

«Lorsqu'on est obligé de faire des attaques personnelles, c'est parce qu'on ne gagne pas la bataille sur les idées», a simplement répondu le chef libéral.

M. Chrétien a aussi soutenu qu'il ne se laisserait pas entraîner dans un débat constitutionnel par MM. Bouchard et Parizeau.

«Je refuse de me battre sur ce terrain parce que j'ai un message direct de la population québécoise et du reste du pays. Les gens veulent un gouvernement qui veut créer des emplois et la croissance économique», a-t-il dit.

D É B A T S T É L É V I S É S

Déboulé par la Cour d'appel de l'Alberta, Mel Hurtig s'adressera à la Cour suprême

Edmonton (PC) — Le leader du Parti national Mel Hurtig regardera le débat des leaders en français à la télévision comme tout le monde, mais il espère encore passer lui-même au petit écran pour la session anglaise de lundi.

Lundi matin, les avocats du Parti national demanderont à la Cour suprême du Canada de forcer la CBC à inclure M. Hurtig dans le débat de la soirée avec les leaders des cinq principaux partis briguant les suffrages des Canadiens aux élections fédérales du 25 octobre.

«C'est par principe que nous en appelons à la plus haute cour du Canada», a déclaré M. Hurtig hier, après

que la Cour d'appel de l'Alberta eut refusé de renverser la décision d'une cour inférieure et forcer la CBC à inclure M. Hurtig.

Les trois juges ont confirmé le jugement rendu la semaine dernière par la cour du banc de la reine, à savoir qu'il n'existe pas de preuve que la CBC soit un organisme gouvernemental violant les droits constitutionnels de M. Hurtig en l'excluant des débats.

«Même si M. Hurtig et le Parti national... ont fait l'objet de discrimination, cette cour n'a aucun pouvoir d'intervention à moins que l'organisme qui l'a exclu soit un agent du gouvernement», a déclaré le juge John McClung.

Bouchard s'engage à défendre les droits des Anglo-Québécois

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

Crabtree — Le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard s'engage à défendre aussi les droits historiques des Anglo-Québécois s'il est élu le 25 octobre.

M. Bouchard a donné cette assurance alors qu'il était interrogé, hier matin, avant de visiter l'usine de papier Scott à Crabtree, près de Joliette.

«Je vais défendre les droits historiques des Anglo-Québécois à leur langue, dans le cadre de notre problématique québécoise qui est bien compliquée. Il rappelle que 85% des Québécois sont d'expression française, et constituent eux aussi une minorité, en Amérique du Nord.

Si ce droit des Anglo-Québécois à leur langue et à leurs institutions est menacé, dit-il, «je considérerai de mon devoir de le faire (les défendre)». «Nous sommes des démocrates», a-t-il insisté.

Le chef du Bloc québécois a également été appelé à commenter les propos de l'ancien premier ministre libéral ontarien David Peterson, qui est venu dans le comté de Laurier/Sainte-Marie, jeudi, prêter main-forte au candidat libéral local.

M. Peterson a alors affirmé que l'élection du Bloc québécois entraînerait des répercussions très négatives, entre autres sur le dollar canadien et sur la confiance des marchés financiers. Il y voyait un obs-

tacle à la stabilité.

Hier, M. Bouchard conseillait poliment à l'ancien premier ministre de rester chez lui. «Moi, je n'ai pas en Ontario dire aux gens comment voter. Les intérêts des Québécois ne sont pas ceux de M. Peterson, à qui on prête l'ambition de devenir chef, après le départ de M. Chrétien. M. Peterson est venu prêcher pour sa paroisse et sa paroisse n'est pas la nôtre.»

Quant aux menaces concernant le dollar et les marchés financiers, M. Bouchard y percevait encore le recours à «de vieilles terreurs» qui ne marche plus guère.

«Ce n'est pas à la hauteur de ce que je lui prête comme élévation d'esprit», riposte le chef bloquiste, en parlant de l'ancien chef ontarien.

Par ailleurs, M. Bouchard a atténué l'impression négative qu'on pu laisser les propos du chef péquiste Jacques Parizeau qui, jeudi soir, lors du rassemblement souverainiste de Shawinigan, avait traité Jean Charest et Jean Chrétien de «Canadiens français de service» et avait ironisé sur le fait qu'un dénommé Brooks n'avait pas un nom associé au Bloc québécois.

M. Bouchard a répété qu'un Québécois, c'est quelqu'un qui vit au Québec, peu importe ses origines ethniques ou linguistiques. Il a rappelé que lui-même était marié à une Américaine et que l'un de ses conseillers au contenu s'appelle Matthews.

Élu, le PLC abandonnerait la politique monétaire des conservateurs

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Une fois élus, les libéraux abandonneront la politique monétaire restrictive des conservateurs et abaisseront les taux d'intérêt afin de stimuler la croissance économique.

C'est la position qu'a prise au DEVOIR une délégation dirigée par le sénateur Pietro Rizzuto et composée de quatre candidats de parti de la région de Montréal, Michelle Tisseyre, dans les Laurentides, Robert Desbiens, dans Laurier/Sainte-Marie, Kimon Valaskakis, dans Châteauguay, et Jean-Claude Villiard, dans Cham-

bly. L'économiste Kimon Valaskakis, un professeur de l'Université de Montréal, a déclaré, hier, que le parti «favoriserait une politique monétaire plus souple», expliquant qu'en neuf ans de règne conservateur, le service de la dette des gouvernements a été considérablement alourdi par des taux d'intérêt élevés.

Ces intérêts sont venus à leur tour gonfler la dette gouvernementale. «C'est un cercle infernal», juge-t-il. Bien que le programme de relance économique du Parti libéral n'est possible qu'avec un assouplissement marqué de la politique monétaire, une telle prise de position ne figure pas en clair dans le livre rouge de Jean Chrétien, la bible électorale des libéraux.

«Si le Canada avait pratiqué les mêmes taux qu'aux États-Unis pendant ces neuf ans, le déficit serait inférieur de 62 milliards», a calculé M. Valaskakis.

Mais le candidat dans Châteauguay n'a pas voulu dire quel sort attendait le président de la Banque du Canada au lendemain de la victoire libérale. On sait que le mandat de John Crow, inébranlable partisan de la lutte à finir contre l'inflation, se termine au début de l'année prochaine.

Sur le plan des dépenses publiques, le programme économique des libéraux prévoit un abaissement des taux d'intérêt sur la dette fédérale, une réduction du gaspillage et une hausse des investissements en infrastructure.

L'objectif n'est pas tant de réduire ou d'éliminer le déficit en chiffres absolus comme le promettent les conservateurs, mais bien d'abaisser son importance par rapport à la production du pays. Ainsi, le plan libéral prévoit une hausse du Produit intérieur brut alimentée par la hausse des dépenses des consommateurs, des investissements privés et des exportations, le tout lié à une réduction des importations.

Une devise canadienne plus faible à cause des taux d'intérêt plus bas contribuerait à cette réduction des importations, estime M. Valaskakis, qui aime citer le président Clinton et son équipe à titre de référence.

S U R T A X E

Parizeau veut modifier la loi

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU
DE QUÉBEC

Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, souhaite que Québec modifie la loi sur la fiscalité municipale dans les plus brefs délais pour pallier aux inconvénients causés par le jugement de la Cour supérieure invalidant la taxe sur les immeubles non résidentiels.

«Il est évident qu'il va falloir faire quelque chose et rapidement, parce que ça va mettre les municipalités dans une situation intenable», a-t-il déclaré, hier, à l'occasion d'une rencontre avec M. Jean Rochon, qui pourrait se porter candidat péquiste dans Charlesbourg aux élections de 1994.

M. Parizeau estime que le jugement Tessier est «un autre cas où le Québec se voit empêché de bouger par la Constitution canadienne existante». Il soutient que l'idée de remplacer la taxe d'affaires par une surtaxe foncière circule depuis longtemps, posant le problème de sa constitutionnalité.

«J'aurais pensé qu'un meilleur examen des conséquences juridiques de cette taxe-là aurait été fait avant que ce soit incorporé à la loi, dit-il. Je trouve ça un peu surprenant que le gouvernement n'ait pas demandé des avis juridiques, mais un avis d'une cour avant de se lancer là-dedans.»

Quant à lui, M. Rochon, qui présida la commission du même nom de 1985 à 1988, et qui œuvre depuis six ans, à Genève, à l'Organisation mondiale de la santé, s'est montré vivement intéressé par l'invitation que lui a transmise l'association péquiste de Charlesbourg de se porter candidat.



ON VOUS OUVRE L'UNE DES GRANDES PORTES DE MONTRÉAL

LE DIMANCHE 3 OCTOBRE 1993
de 14 h 00 à 17 h 00

JOURNÉE PORTES OUVERTES

C'est par ces portes que sont entrés des hommes tels que Louis-Hippolyte Lafontaine, Georges-Étienne Cartier, Louis Riel et, plus près de nous, le juge André Montpetit, l'homme de théâtre Gratien Gélinas et le tennisman Martin Laurendeau.

L'équipe des éducateurs et éducatrices du Collège de Montréal vise à former des hommes complets, à préparer des citoyens aptes à occuper des postes clés dans toutes les sphères de l'activité sociale et contribue ainsi à l'enrichissement de la société.

EXAMENS D'ADMISSION
Pour la 1re du secondaire
2e à 5e du secondaire
sur rendez-vous

16 octobre 1993 à 8 h 45
13 novembre 1993 à 8 h 45
11 décembre 1993 à 8 h 45
8 janvier 1994 à 8 h 45

Bourses d'étude
disponibles sur demande

Informations :
(514) 933-7397



COLLÈGE DE MONTRÉAL
LE PREMIER COLLÈGE DE MONTRÉAL
1931, RUE SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3H 1E3

COLLÈGE FRANÇAIS DE LONGUEUIL

Maternelle - Primaire - Secondaire

UN COLLÈGE À DÉCOUVRIR

JOURNÉE PORTES OUVERTES

La direction et le personnel du Collège Français de Longueuil, primaire et secondaire, invitent les élèves et leurs parents à les rencontrer, le

**DIMANCHE
17 OCTOBRE
DE 13H À 16H.**

INSCRIPTIONS EN 1RE ANNÉE DU SECONDAIRE
... LE MEME JOUR SUR PRÉSENTATION DES
DERNIERS BULLETINS SCOLAIRES (5ième ANNÉE)

Renseignements:

primaire: 670-7391 secondaire: 679-0770



MATERNELLE ET PRIMAIRE
1391, RUE BEAUREGARD
LONGUEUIL, J4K 2M3



SECONDAIRE I, II, III, IV, V
1340, RUE NOBERT
LONGUEUIL, J4K 2P4

LE MONDE

En marge de son bras de fer avec le Parlement

Elsine jette un pavé dans la mare de l'OTAN

L'Alliance ne doit pas aller trop vite dans l'intégration des ex-«pays frères»

D'APRÈS REUTERS

Boris Eltsine a jeté le trouble, hier, en Europe après avoir lancé une mise en garde à l'OTAN contre une intégration trop hâtive des anciens pays du bloc soviétique au sein de l'Alliance atlantique. Quant à l'attitude du président russe après l'échec de négociations amorcées avec les parlementaires retranchés dans la Maison Blanche, Boris Eltsine a soutenu qu'il n'y aura pas d'autres pourparlers tant que les occupants du Parlement russe n'auront pas rendu les armes.

Les pays d'Europe de l'Est ont diversement réagi hier à une mise en garde qui risque de retarder leur adhésion tant désirée dans la puissante structure de sécurité des pays occidentaux. Le trouble est d'autant plus grand qu'en août dernier, lors d'une visite en Pologne, le président russe avait souligné qu'il appartenait à Varsovie et à l'Alliance de décider entre eux de cette éventuelle intégration.

Dans une lettre adressée aux dirigeants américain, britannique, français et allemands, Boris Eltsine revient sur son attitude de neutralité bienveillante et demande à l'OTAN de ne pas aller trop vite dans l'intégration des anciens pays de l'ancien Pacte de Varsovie. La Russie propose une coopération directe avec la Russie pour garantir la sécurité du continent européen. Ce point rejoint ce que le vice-président (et rival de Eltsine) Routsikoï a exprimé dans une entrevue publiée hier dans un journal finnois quant à l'hostilité des conservateurs à un élargissement de l'OTAN. En tournée en Hongrie, le ministre russe de la Défense, Pavel Gratchev, a quant à lui affirmé à son homo-

logue hongrois Lajos Fur qu'il serait «malheureux» que les anciens pays frères de l'URSS joignent dans un proche avenir l'OTAN.

Un porte-parole du président Lech Walesa a déclaré que l'intention de la Pologne de rejoindre l'OTAN «n'a pas changé».

L'Allemagne, un des plus ardents partisans de l'adhésion des pays de l'Est, a voulu minimiser la portée de la lettre de Boris Eltsine. «Le ton de la lettre est modéré», a dit un porte-parole du gouvernement allemand en faisant observer qu'elle comporte surtout une proposition de coopération avec l'OTAN.

A Moscou même, après l'échec d'une tentative d'accord avec le Parlement russe, Boris Eltsine a exclu hier de nouvelles négociations avec les députés rebelles avant que les défenseurs de la «Maison blanche» aient déposé les armes.

Alors que le président prononçait un bref discours télévisé, des représentants des deux parties étaient réunis sous l'égide du patriarche orthodoxe Alexis II, mais leurs discussions se sont achevées en fin de journée sans aucun accord.

En Sibérie, une rencontre entre le vice-Premier ministre Sergueï Chakraï, conseiller du président, et des dirigeants régionaux en majorité favorables aux parlementaires rebelles, n'a pas donné plus de résultats.

Le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, a dit qu'un mouvement d'opinion favorable à sa cause gagnait de l'ampleur en Russie et que «le dictateur Eltsine ne contrôlait pas le pays au-delà de Moscou. Il n'y a pour Eltsine qu'une illusion de pouvoir.» Il a qualifié

la question des armes de «faux problème» et exhorté le gouvernement à changer d'attitude.

Le Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, qui s'emploie à rallier des soutiens à Boris Eltsine dans la région de la Volga, a souligné la nécessité d'éviter un affrontement armé à Moscou. Le gouvernement «ne peut compromettre la sécurité d'une ville de neuf millions d'habi-

tants, sachant qu'il peut arriver quelque chose à tout moment», a-t-il dit à l'agence Interfax à Samara. Viktor Tchernomyrdine et plusieurs vice-Premiers ministres sont en tournée dans le pays pour préparer le terrain à une réunion du Conseil de la Fédération, dont Boris Eltsine entend faire la chambre haute d'un nouveau parlement.

Samovars, sandwiches et vœux pieux

Moscou (Reuter) — Les samovars électriques fonctionnent à nouveau au Parlement russe en état de siège, dont les «défenseurs» reprennent confiance grâce au thé chaud. Le rétablissement de l'électricité a allégé l'atmosphère à la Maison blanche, encerclée depuis le 21 septembre et où l'on vit de sandwiches froids et de vœux pieux.

Les micros de l'assemblée grésillent à nouveau et les députés ne sont plus obligés de s'interrompre à la lueur des bougies. Côté buffet, la situation est presque normale. Des serveuses autoritaires enjoints aux photographes étrangers de cesser de fumer et d'ôter leurs manteaux des tables.

Des femmes de ménage aux balais faits main nettoient les tapis rouges couverts de miettes. «Qui aurait cru que quatre personnes pouvaient semer une telle pagaille», lance l'une d'elles après le départ de quatre photographes. A une table, trois Cosaques barbus aux pantalons bleus élégamment rayés de rouge fument sans être inquiétés en évaluant les mérites du fusil

d'assaut Kalachnikov. Derrière le comptoir, la bonne humeur règne. «Aujourd'hui, j'ai eu du porridge au sarrasin pour le petit déjeuner», dit la directrice Nadeja Tsaritcheva. «Nous avons des conserves à foison et cuissons notre pain. Et les réfrigérateurs marchent.»

Dans les couloirs de l'immense bâtiment de l'ère Brejnev, quelques vigiles armés tiennent des angles stratégiques. Mais la plupart passent la journée à dormir. «La nuit, ils sortent tous et c'est plutôt effrayant», dit un journaliste resté plusieurs jours au Parlement. «Ils vous lancent des sommations dans le noir et arment leur fusil au moindre bruit.»

Le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, et le vice-président russe Alexandre Routsikoï — promu chef d'Etat par les députés rebelles — disposent de leurs propres suites. Les autres parlementaires dorment dans leurs bureaux. L'épreuve la plus pénible incombe à ceux qui, dehors, s'enveloppent à plusieurs dans des feuilles en plastique et font bouillir de l'eau pour leurs pommes de terre sur un feu de camp.

Bosnie-Herzégovine

Nouveaux bruits de bottes

Sarajevo (Reuter) — La menace d'une reprise généralisée de la guerre en Bosnie s'est précisée hier avec l'attaque de réfugiés musulmans par les Croates et des bruits de mobilisations militaires.

Les forces croates de Bosnie (HVO) ont abattu deux réfugiés musulmans. Ils faisaient partie d'un groupe de 400 réfugiés que les HVO ont expulsés à coups de feu de la ville de Mostar, dans le sud-ouest de la république, a rapporté un porte-parole militaire de l'Onu, le colonel Bill Aikman.

Deux jours après le rejet de fait du dernier plan de paix par le Parlement bosniaque, celui des Croates de Bosnie a voté la mobilisation générale du HVO et l'annulation de toutes les concessions territoriales faites aux Musulmans si ces derniers n'acceptaient pas le plan de paix de Genève en l'état.

Le rejet des Musulmans a provoqué la colère des Serbes et des Croates et la déception des médiateurs internationaux, David Owen pour la Communauté européenne et Thorvald Stoltenberg pour l'Onu, et des organisations humanitaires.

«C'est une mauvaise décision», a dit Mate Boban, le chef des Croates de Bosnie, à Reuter TV. Le chef des Serbes, Radovan Karadzic, a lui aussi menacé de revenir sur les concessions territoriales si les Musulmans persistent dans leur refus.

Le plan de paix prévoit que les Serbes, qui ont conquis 70% du territoire de la Bosnie par la force, en conserveraient un peu plus de 50%. Les deux autres républiques croate et musulmane, prévues par le plan, auraient respectivement 18% et 30% du territoire. Sarajevo en exige plus.

Récemment, les Croates ont accepté d'accorder aux Musulmans, sur leur territoire, un accès à la mer Adriatique dans le port de Ploče, en Croatie.

L'Assemblée croate, réunie dans le port de Neum, a décidé de revenir sur cette concession et de ne pas mettre la ville de Mostar sous protectorat, si les Musulmans ne disent pas oui au plan de paix d'ici au 15 octobre.

Mostar est le théâtre de combats entre Croates et Musulmans depuis la rupture de leur alliance anti-serbe cette année. Le colonel Aikman a déclaré que le HVO avait contraint 374 personnes âgées, femmes et enfants, à franchir la ligne de front pour passer dans l'enclave musulmane sur la rive orientale de la Neretva, qui traverse Mostar.

«On nous a rapporté que le HVO avait tiré sur eux au moment où ils quittaient les lignes HVO. Deux d'entre eux ont été tués», a-t-il dit. Jeudi, le commandant de l'armée bosniaque, Rasim Delic, avait ordonné à ses troupes de cesser le feu unilatéralement contre les Croates à Mostar et en Bosnie centrale.

Le colonel Aikman a indiqué que la trêve semblait tenir. L'agence de presse croate Hina a fait état d'attaques des Musulmans autour de Vitez, en Bosnie centrale, vendredi matin. Un peu plus au nord, à Zepče, des combats ont opposé Croates et Musulmans.

BELGIQUE

Heureux les Flamands

Bruxelles (AFP) — Les Belges sont «satisfaits et heureux», titrait hier en première page le journal *La Libre Belgique*. Mais le sondage à l'origine de ce constat montre des écarts troublants entre les Flamands du Nord du pays, et les francophones de Bruxelles et de Wallonie (Sud).

Si 27% des Flamands se disent «très satisfaits» sur le plan matériel, la proportion tombe à 15% chez les francophones. Pour leur vie «familiale et privée», l'écart est sensiblement le même: 33% de très satisfaits pour les Flamands, 22% pour les francophones.

La *Libre Belgique* publie ce sondage à l'occasion d'une modification de sa maquette. La nouvelle formule du journal catholique, un des principaux journaux francophones de Belgique (environ 100 000 exemplaires), a été lancée hier à un prix inchangé de 25 francs belges le numéro. Le même jour, la presse flamande augmentait ses prix de dix pour cent en moyenne.

Les journaux flamands, dont le professionnalisme et le succès se rapprochent des standards anglosaxons, ont estimé que la fidélité de leur clientèle leur permettait de relever devant lequel les quotidiens francophones ont reculé par crainte de perdre des lecteurs.

Ce signe évident d'une «économie à deux vitesses», tant redoutée dans le contexte de la CEE, est venu s'ajouter vendredi à une série impressionnante de clignotants.

Une étude de marché publiée par La Dernière Heure (quotidien grand public), montre que si les Flamands opulents sont les plus gros acheteurs de voitures de prestige allemandes, les Wallons (francophones) roulent dans une proportion équivalente à bord de véhicules bon marché importés d'Europe de l'Est (Lada, Skoda et Wartburg).

La Société des Chemins de Fer Belges a annoncé début septembre la fermeture d'une trentaine de gares déclarées non rentables. Les deux tiers des gares fermées sont en Wallonie.

La plus grande chaîne belge de supermarchés a annoncé également début septembre qu'elle renoncera prochainement au quart de ses effectifs. Les Wallons ont constaté avec morosité que la plupart des grandes surfaces déclarées non rentables, et condamnées à la fermeture, se trouvaient chez eux.

La Belgique fédérale issue des récentes réformes politiques compte trois régions dotées chacune d'institutions largement autonomes: la Flandre (6 millions d'habitants), la Wallonie (3 millions) et Bruxelles (1 million dont une majorité de francophones). Bien qu'elle soit moins riche et moins peuplée que la Flandre, la Wallonie, mal relevée du déclin de ses industries minière et sidérurgique, accueille proportionnellement le plus grand nombre de réfugiés étrangers. Selon des statistiques publiées dans la presse, plus de la moitié des demandeurs d'asile sont aidés financièrement par des communes de Wallonie, la Flandre prenant un peu plus d'un tiers à sa charge, et Bruxelles le reste.

70 000 réfugiés sur les routes de Géorgie



PHOTO AFP

LES NATIONS UNIES montent une aide d'urgence pour environ 70 000 personnes ayant fui les combats entre forces séparatistes abkhazes et géorgiennes. D'autre part, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) s'apprête à distribuer 30 000 couvertures, 500 tonnes de farine et 140 tonnes de sucre et d'huile.

Élections partielles demain en Argentine

La popularité de Menem en jeu

Buenos Aires (AFP) — Des élections législatives partielles pour le renouvellement de la moitié des députés nationaux auront lieu demain en Argentine et serviront de test à la politique économique de redressement du président Carlos Menem.

La campagne électorale a largement été dominée par la question de la révision de la constitution, pour laquelle une majorité des deux tiers est requise à la chambre, et qui permettrait au président Menem de briguer un nouveau mandat lors des présidentielles de 1995.

Le 3 octobre, 19,8 millions d'électeurs devront élire 127 députés nationaux sur les 257 que compte la chambre. Parmi les députés sortants figurent 62 péronistes (au pouvoir) et 42 radicaux. Les péronistes détiennent actuellement 119 sièges à la chambre et les radicaux 85 sur 257 au total. Prés de 11 000 élections locales (députés provinciaux, conseils municipaux et représentants d'organismes provinciaux) se dérouleront parallèlement à ces législatives partielles.

Trois ans après l'orientation néo-libérale de l'Argentine (32 millions d'habitants), M. Menem qui jouit d'une popularité certaine, peut se targuer, malgré un coût social élevé, d'avoir stabilisé l'économie et ramené l'inflation à moins de 1% par mois contre plus de 4.923% en 1989.

Le parti péroniste au pouvoir avait remporté 40% des voix aux législatives partielles de 1991 contre 46,4% à l'élection de Carlos Menem en 1989. En plein plan d'austérité, ce score avait été généralement considéré comme une victoire.

La stabilité économique et surtout l'actuelle jugulation de l'inflation ont rendu la campagne difficile pour la principale force d'opposition, l'Union civique radicale (UCR, centre gauche). Les principaux ténors radicaux, Fernando de la Rúa et Federico Storani ont eu des difficultés à se démarquer et à faire croire à une alternative d'autant qu'ils ne proposent que des aménagements aux mesures économiques.

L'UCR, (29% en 1991) et particulièrement l'ex-président

Raoul Alfonsín, ont concentré leurs attaques sur la corruption, la hausse du chômage et la liberté de la presse. Les menaces répétées contre des dizaines de journalistes, suivies d'agressions musclées, ont provoqué une levée de boucliers des médias contre les bandes de gros bras, supposées liées au parti Justicialiste (péroniste) au pouvoir. A tel point que M. Menem n'a pas hésité à désigner la presse comme son «principal adversaire».

Si le parti péroniste du président Menem ne gagne pas clairement les élections, il devra faire un référendum en novembre portant sur la révision de la Constitution. Ce référendum, qui n'a pas force de loi, placerait les parlementaires, en cas de victoire péroniste, dans l'obligation de voter la révision de la constitution sous peine de rejeter le verdict des urnes.

Même s'il paraît avoir le vent en poupe, le parti Justicialiste, qui est crédité d'environ 40% dans les sondages aura des difficultés à emporter les traditionnels bastions radicaux que sont les villes de Buenos Aires et de Córdoba.

Les péronistes sont gênés sur leur droite, à Buenos Aires (province), par le MODIN, un parti d'extrême-droite (10% à Buenos Aires selon les sondages) dont le dirigeant n'est autre que l'ancien colonel Aldo Rico, l'un des mutins qui s'était soulevé contre le président Alfonsín. Aldo Rico joue sur la fibre nationaliste et la résistance à «la vente de la patrie» par le biais des privatisations.

Pour sa part le parti radical est aiguillonné sur sa gauche par le «Frente Grande» (6% d'après les sondages), une coalition de gauche menée par le réalisateur de cinéma Fernando «Pino» Solanas.

Au cas où M. Menem ne pourrait pas se représenter en 1995, plusieurs autres «présidentiables» semblent possible dont le gouverneur péroniste de Buenos Aires Eduardo Duhalde, l'actuel ministre de l'Economie Domingo Cavallo et l'ancien chanteur Palito Ortega, aujourd'hui gouverneur de province ou encore Fernando de la Rúa, un des dirigeants du parti radical.

Ecole des
Hautes Etudes
Commerciales

Affiliée à
l'Université de Montréal

HEC

Chaire de
gestion des arts

Industries culturelles nationales
et mondialisation des marchés

Colloque

Les 21, 22 et 23 octobre 1993

La mondialisation des marchés nécessite-t-elle un réalignement stratégique de la part des entreprises culturelles?

Quels sont les responsabilités des pouvoirs publics en ce domaine? Comment peuvent-ils les assumer?

Des enjeux majeurs • des experts éminents •
un grand débat

Pour renseignement et inscription:

Mario Beaulac

Chaire de gestion des arts de l'École des HEC

(514) 340-5629

L'esprit d'entreprise

• LE MONDE •

Conférence internationale sur l'accord de Washington

Un milliard pour financer la paix

Washington (Reuter) — Les participants à la conférence internationale sur le financement de l'accord de paix israélo-palestinien se sont engagés hier à Washington à verser un milliard de dollars au cours des deux premières années du processus d'autonomie de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza.

Le communiqué de la réunion à laquelle participaient 47 délégations précise que 600 millions de dollars seront versés dès la première année. Ces fonds ne constituent qu'une première étape du financement de la paix signée le 13 septembre sur la pelouse de la Maison blanche entre Israéliens et Palestiniens.

Ainsi, le secrétaire américain au Trésor Lloyd Bentsen a déclaré que «les engagements pris aujourd'hui approchent les deux milliards de dollars sur une période de cinq ans». Compte-tenu des efforts de chacun et de l'esprit des pourparlers, le secrétaire américain au Trésor estime possible de réunir les 2,4 milliards de l'évaluation fournie par la Banque mondiale.

L'Organisation de libération de la Palestine chiffre elle à 11,6 milliards de dollars sur sept ans les besoins pour assurer le processus d'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza. Au début de la réunion, les États-Unis ont annoncé qu'ils verseraient 500 millions de dollars répartis sur cinq ans. La Communauté européenne s'est engagée sur une somme de 600 millions de dollars en cinq ans. Le Japon a promis

une aide de 200 millions dès les deux premières années. L'Arabie saoudite injectera 100 millions de dollars lors de la première année. Elle a laissé entendre qu'elle pourrait maintenir ce niveau de flux financier pendant les dix ans à venir, soit un total d'un milliard de dollars. Israël a promis de son côté une contribution de 75 millions de dollars sous forme de dons ou de crédits.

La manne des différents donateurs sera initialement orientée vers les secteurs les plus urgents de l'économie des territoires occupés: construction de logements, salaires, assistance technique. Par la suite, les fonds internationaux se tourneront vers le développement des infrastructures destinées à attirer les investissements privés en Cisjordanie et sur la Bande de Gaza. «Chacun de nous doit s'élever au-dessus des suspicions du passé et agir de concert avec les autres pour réaliser les possibilités nées de cette nouvelle donne politique», a déclaré aux participants le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres.

«La région a besoin d'une renaissance économique et politique et un jour, nous pourrions dire que c'était ici, à Washington, que nous avons vu le commencement d'un nouveau Proche-Orient», a-t-il poursuivi.

Les 47 délégations représentant des États ou des institutions financières internationales — OLP incluse — étaient réunies au Département d'État à l'initiative de Washington.



PHOTO AFP
Ce père pleure la mort de son fils âgé de douze ans, à l'endroit même où se dressait sa modeste demeure avant qu'elle ne soit emportée par le séisme de cette semaine dans l'ouest de l'Inde.

Le séisme meurtrier en Inde

«Plus personne pour qui vivre»

Sastur (Reuter) — «Je n'ai pas besoin d'aide, parce que je n'ai plus personne pour qui vivre».

Le regard fixe de douleur, Renuhai, une des rares survivantes du village de Sastur, pleure ses morts, c'est-à-dire tous les membres de sa famille emportés par le tremblement de terre meurtrier qui a frappé jeudi l'État indien du Maharashtra, à 450 km à l'est de Bombay.

L'ampleur du séisme est telle qu'il est difficile aux autorités d'établir un bilan. Mais on craint qu'il ne s'élève à 20 000 morts dans l'ensemble de l'État. A Sastur, l'horreur, la désolation, les odeurs de putréfaction sont en 48 heures devenues le lot des villageois.

Surpris dans leur sommeil par les violentes secousses, nombre des 10 000 habitants du village sont morts dans leur sommeil.

Ils gisent maintenant sous les plaques de toiles ondulées des toits de leurs maisons, que la catastrophe a abattus sur leurs corps au repos. La toile est parfois tombée sur le tranchant, sectionnant leurs membres. Quarante-huit heures après la catastrophe, les villageois encore hébétés respirent les odeurs des cadavres en décomposition.

Dans un coin du village, des femmes pleurent tandis que des chars à boeufs évacuent tant bien que mal quelques victimes. Ailleurs, des bûchers funéraires sont allumés le long des routes détrempées par une pluie quasi-incessante.

Tyab Alankar soulève une plaque de toile ondulée et, d'un doigt précis, montre sa mère, son père, sa sœur et sa nièce, enveloppées dans des linceuls.

«Qu'est-ce que je peux faire?», dit-il. «Je ne sais pas, je ne sais pas où les enterrer», ajoute-t-il en retenant des sanglots. Quelques mètres plus loin, une femme se dresse et pleure: «Allah, que nous as-Tu fait?». Ses trois enfants, écrasés par les murs de sa maison, gisent à ses pieds sur des nattes de joncs. Son mari, Djilani Cheikh, raconte qu'ils n'ont pas eu le temps de sauver les enfants quand ils ont entendu le rugissement du séisme qui allait tout dévaster. Une explosion sèche a secoué la nuit. C'était comme si le monde nous tombait dessus», dit-il.

Sur la route qui mène de la ville d'Umarga, proche de l'épicentre du séisme, au village proche de Latur, les survivants, hommes et femmes, enfants sur les épaules, marchent hagards. Ils n'ont pas mangé depuis 24 heures. Dans les champs, les rescapés ont dressé des tentes de fortune pour se protéger des pluies torrentielles qui ajoutent l'humidité à leur misère. Venkat Bendge en veut à la mousson. Mercredi soir, sa belle sœur et ses deux enfants, ont décidé de dormir à l'intérieur de leur maison à cause de la pluie. En général, ils dorment dehors pour avoir plus de fraîcheur. «Seuls ceux qui étaient dehors ont survécu. Aujourd'hui, il vous suffit de soulever quelques gravats pour trouver un cadavre», explique Manik Perke, un inspecteur de police.

Choisir entre les chômeurs d'ici et les pauvres du tiers monde

L'aide à l'étranger serait prise injustement pour cible

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Une étude menée présentement par le Centre Sahel de l'Université Laval pour l'ACDI (Agence canadienne de développement international) vise à harmoniser les rôles de l'État, des entreprises et des autres intervenants dans un «partenariat» valable pour l'aide au développement. Cette enquête, dit son directeur Yvon Gasse, rejoint 85 spécialistes sollicités à titre personnel. Le volet «coopération» devient ici plutôt secondaire, selon M. Gasse.

L'enquête sera utile pour indiquer comment traiter avec «une Afrique plus entrepreneuriale», par exemple.

Cette démarche, toute légitime qu'elle soit, inquiète au plus au point les organismes non-gouvernementaux, tel l'Institut Nord-Sud (INS). Hier encore, dans un communiqué, la présidente de l'INS, Maureen O'Neil, estimait que «l'aide à l'étranger est prise injustement pour cible» et qu'elle risque, au Canada, de subir des coupures disproportionnées. L'INS s'appuie d'ailleurs à tenir dans sept villes canadiennes des débats sur les vrais enjeux que sous-tend l'aide publique au développement ou APD. Le 6 octobre, à Montréal, on débattrait de:

«Doit-on choisir entre les chômeurs d'ici et les pauvres du tiers monde?»

L'un des chercheurs de l'INS, Andrew Clark, rejoint hier à Ottawa, a d'abord dit son contentement de voir que désormais les hautes instances politiques admettent ouvertement que l'objectif de 0,7% du PNB consacré à l'aide est abandonné (discours du premier ministre Campbell à l'Onu le 29 septembre). Ce n'est pas la jubilation à l'INS, «mais il était temps de ne plus jouer au plus fin et de dire que les objectifs de *Partageons notre avenir* sont relégués aux oubliettes», de préciser Clark.

C'est dans ce document datant de 1987 et préfacé par la ministre Monique Landry que l'on établissait la «suprématie» de la lutte à la pauvreté dans les régions rurales et urbaines des pays bénéficiaires de l'aide.

Lors d'un colloque sur «Le processus démocratique en Afrique» (16 septembre à Montréal), Bonnie Campbell, professeure à l'UQAM, voyait une source de confusion à ainsi utiliser l'APD pour la promotion (légitime par ailleurs) d'intérêts économiques canadiens sous la rubrique «coopération économique» ou «partenariat». Existe-t-il une concordance entre intérêts économiques canadiens et politique de développement des

pays receveurs où qu'ils soient? Doit-on mettre «dans le même panier et en concurrence» dans une telle rubrique les soutiens de l'APD aux entreprises canadiennes dans des pays aussi peu semblables que le Mexique, les pays de l'Asie ou ceux de l'Afrique?, se demandait-elle.

A tant rogner sur l'APD depuis 1989, rappelle M. Clark, le Canada risque de se retrouver parmi les moins généreux des pays de l'OCDE; présentement, le Canada occupe le 7e rang avec environ 0,4% de son PNB consacré à l'aide — l'Italie est à 0,3% et les moins généreux se trouvent être, toutes proportions gardées, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne et l'Irlande. En 1989, les Canadiens contribuaient pour 2,8 milliards à l'APD. Si l'on additionne les coupures pratiquées ou prévues à ce poste en 10 ans, cela fait 5,8 milliards de dollars... et l'on a élargi le champ de l'aide, depuis deux ans, à l'Europe de l'Est et à l'ex-URSS. Comment sortir de ce processus de rétrécissement de l'aide? L'INS dit y contribuer en suscitant au cours des prochaines semaines le débat sur «un réexamen public de nos politiques étrangère et de défense» pour éviter que stagnent ou recule l'effort portant sur l'aide au développement.

E N B R E F

TUEZ LE JOURNALISTE

Bogota (AFP) — Deux journalistes ont été assassinés cette semaine en Colombie. Bienvenido Lemos, 51 ans, était le correspondant à Buenaventura d'un radio de Bogota - la police attribue l'assassinat à une tentative de vol, alors que Lemos déambulait dans une rue de ce port à 600 km à l'ouest de Bogota. Plus tôt cette semaine à Popayan (620 km au sud-ouest de la capitale), un autre journaliste de la radio, Manuel Martínez, 64 ans, tombait sous les balles d'inconnus. Martínez avait reçu des menaces en raison du contenu de son émission quotidienne à la radio Super. Depuis 15 ans, environ 60 journalistes ont été assassinés en Colombie; beaucoup de ces meurtres sont reliés directement à la profession qu'exercent ces journalistes exposés aux représailles de trafiquants de drogue, de guérilleros ou de criminels mécontents de leur travail.

CRIME DE L'HISTOIRE

La Havane (AFP) — L'embargo économique américain contre Cuba, inspiré par «une politique de guerre», constitue «un des crimes les plus prolongés de l'Histoire récente» et se traduit par «une violation flagrante et massive des droits de l'homme» à Cuba, estime le ministre cubain des Relations extérieures, M. Roberto Robaina, dans un mémorandum adressé à l'ONU. Envoyé fin juin au secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, dans la perspective de la préparation de l'Assemblée générale de l'ONU, ouverte lundi dernier à New York, le document a été divulgué hier par l'hebdomadaire «Granma Internacional» qui le publie intégralement. Il condamne le refus des États-Unis de se plier à l'obligation morale de respecter la résolution des Nations unies ayant condamné en novembre 1992 l'embargo économique, commercial et financier maintenu contre l'île depuis plus de 30 ans, et dénonce le «renforcement du blocus», destiné selon M. Robaina, à «renverser le système politique et économique existant à Cuba».

ÉLECTIONS AU CONGO

Brazzaville (AFP) — Vingt-sept candidats brigueront les 11 sièges, 6 en province et 5 à Brazzaville, en ballottage à l'occasion d'un nouveau second tour dimanche des législatives congolaises, a-t-on annoncé hier de source officielle à Brazzaville. Il s'agira du dixième scrutin organisé dans ce pays depuis l'adoption du multipartisme en 1991. Après une période de transition, un référendum avait été organisé en mars 1992, puis des élections municipales en mai, avant des législatives, des sénatoriales et présidentielles.

CARNAGE DANS L'ÎLE

Colombo (AFP) — Les affrontements engagés depuis mardi dans le nord du Sri Lanka entre forces de sécurité et maquisards tamouls ont déjà fait plus de 350 morts alors que l'armée poursuivait hier, pour la quatrième journée consécutive, son offensive contre les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), a déclaré un porte-parole militaire. Le LTTE revendique la création d'un État tamoul dans le nord-est du Sri Lanka. Les combats opposent séparatistes et forces gouvernementales avaient repris en juin 1990.

JOURNÉE PORTES OUVERTES

Gesù

Les Salles du
CENTRE DE CRÉATIVITÉ
depuis 1865

- Spectacles de chansonnier, musique contemporaine, chant classique, danse et poésie
- Expositions artistiques et historiques
- Rencontre avec les artistes et les anciens du Gesù

ENTRÉE LIBRE

DIMANCHE 3 OCTOBRE 1993, À COMPTER DE 13 H AU GESÙ,
1200 DE BLEURY (MÉTRO PLACE DES ARTS) INFO: 861-4036

L'escapade de fin de semaine à
OTTAWA

À compter de **\$83.** par nuitée*

Tout Prêt!

- Studios, suites d'une et de deux chambres à coucher
- Cuisines entièrement équipées
- Piscine intérieure et centre de conditionnement physique
- Stationnement souterrain
- Enfants de 18 ans ou moins demeurent gratuitement dans la suite de leurs parents
- Service aux chambres et restaurants

Tout Près!

- Les couleurs automnales du parc de la Gatineau
- Musée Canadien des Civilisations
- Musée des Beaux-Arts du Canada
- Marché Byward, Canal Rideau

*Occupation simple ou double. Vend./Sam./Dim. Sujet à la disponibilité.

PLACE MINTO
SUITE HÔTEL

Réservations:
1-800-267-3377 (613) 782-2350
Facsimilé: (613) 232-6962

À deux pas de la colline parlementaire
433 ouest, avenue Laurier,
Ottawa, (Ontario) K1R 7Y1
(613) 232-2200

RÉDACTEURS EN CHEF

Le samedi à 18 h 30

Animée par Simon Durivage, une émission qui réunit, chaque semaine, journalistes, politologues et diplomates des cinq continents pour un tour d'horizon des grands événements dans le monde à TV5, câble 15*.

Produit par Larry Shapiro - Les Affaires Mondiales, en collaboration avec TV5.

* Peut varier. Consultez votre cablodistributeur.

Le monde est à vous!

5 ANS
LA TÉLÉVISION INTERNATIONALE

ÉPARGNEZ JUSQU'À **50%**

DU 11 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE

Dernière journée

LA GALERIE ART SELECT INC.
6810, ST-DENIS, MONTRÉAL
273-7088 H2S 2S2

Des meubles-copies du XIXe signés:

B. FORESTIER
(Patine antique)

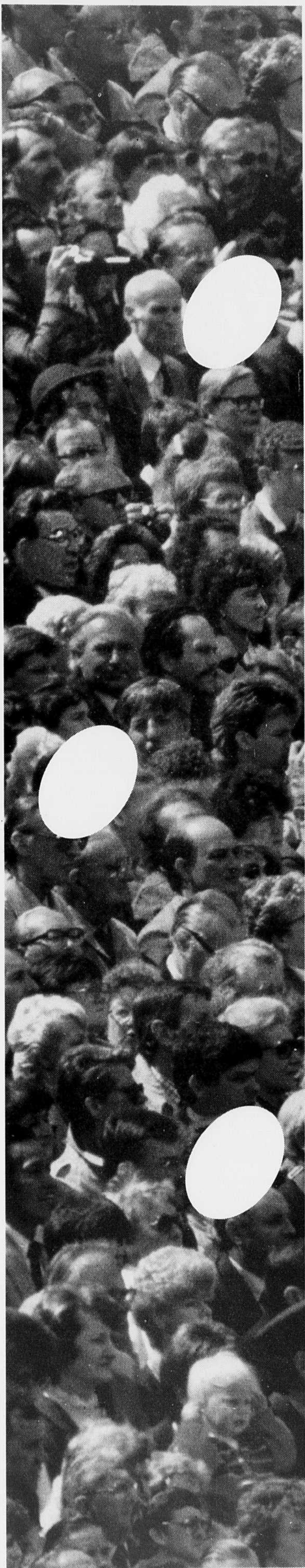
&

LA RENNAISE
(Patine semi-antique)

OBJETS DÉCORATIFS & LAMPES

SERVICE D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Financement disponible



Vous n'avez pas été recensés?



IL EST ENCORE TEMPS DE FAIRE AJOUTER VOTRE NOM
À LA LISTE ÉLECTORALE.

**L'inscription sur la liste électorale : c'est une condition à l'exercice
de votre droit de vote.**

Peut-être étiez-vous absent lors des deux visites des recenseurs d'Élections Canada. Néanmoins, vous avez encore à votre disposition des moyens pour vous faire inscrire sur cette liste.

La demande d'inscription par la poste

Si vous étiez absent à leur deuxième visite, les recenseurs vous ont laissé un formulaire de demande d'inscription. Remplissez-le en donnant le nom de chaque personne apte à voter de votre domicile et postez-le sans délai (temps limite pour la réception des formulaires : 18 h, le 20 octobre). Par retour du courrier, vous recevrez, ainsi que chaque électeur de votre domicile, votre Carte d'information de l'électeur qui confirmera l'inscription de votre nom sur la liste et vous indiquera où et quand vous pourrez exercer votre droit de vote.

L'inscription par le bureau d'Élections Canada

Si vous avez égaré la demande d'inscription, vous pouvez communiquer avec le bureau d'Élections Canada de votre circonscription ; on vous dira quoi faire pour que votre nom soit inscrit. Pour en connaître le numéro de téléphone, appelez immédiatement au numéro 800 apparaissant dans l'encadré.

Il vous sera impossible de voter à ces dates : les 16, 18, 19 et 25 octobre ?

Ces dates correspondent aux jours de vote par anticipation et au jour du scrutin. Si vous prévoyez être dans l'impossibilité d'aller voter à ces dates, vous pouvez voter dès maintenant par bulletin spécial, en personne ou par la poste. Pour plus de détails, communiquez avec le bureau d'Élections Canada de votre circonscription.

Les électeurs à l'extérieur de leur circonscription peuvent se procurer le guide-formulaire «Le vote des Canadiens absents de leur circonscription», disponible dans toutes les succursales de la Société canadienne des postes **POSTE MAIL**. Quant à ceux temporairement en-dehors du pays, ils peuvent l'obtenir dans les missions diplomatiques canadiennes.

Les dates importantes à retenir

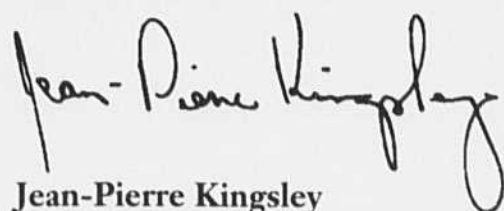
La fin de la période de révision des listes : le 20 octobre • Les jours de vote par anticipation : les 16, 18 et 19 octobre • Le jour du scrutin : le 25 octobre

Pour tout renseignement supplémentaire, téléphonez au bureau d'Élections Canada de votre circonscription, ou composez sans frais : **1 800 267-VOTE(8683)**

 Tous les bureaux d'Élections Canada sont accessibles de plain-pied.

- Avis aux abonnés du câble : la Chaîne parlementaire diffuse quotidiennement de l'information provenant d'Élections Canada.
- Si vous connaissez quelqu'un qui éprouve de la difficulté à lire, faites-lui part du contenu de cette annonce ou communiquez-lui le numéro de téléphone de l'encadré.
- Le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination.

Le directeur général des élections du Canada,


Jean-Pierre Kingsley

VOTER, C'EST S'EXPRIMER.



L'organisme non partisan chargé
de la conduite des élections fédérales

É D I T O R I A L

Quête de sens

Lise Bissonnette

Les débats des chefs sont souvent des tournants dans une campagne électorale. Il faut espérer que les prochains, dimanche et lundi, vont remettre l'élection fédérale sur la voie du sens. À moins d'un mois du scrutin, elle s'enlise dans les apparences d'une discussion de fond, tandis que l'essentiel échappe encore aux électeurs.

Tel est l'effet de la querelle entre conservateurs et libéraux sur la lutte au déficit, qui n'est pas un vain problème, mais qui est traitée vainement. Pour tenter d'ébranler la crédibilité de l'adversaire, chaque camp ne s'intéresse plus qu'au calcul. Il s'agit, pour les libéraux, de démontrer que madame Campbell et ses troupes ne savent pas compter: le déficit ne diminuera pas aussi rapidement que le veulent les prévisions optimistes du dernier budget fédéral, disent-ils, si bien qu'il faudra beaucoup plus que des compressions de six milliards pour éliminer le déficit en cinq années, comme le promet la première ministre. Avec moins de succès car la prévision libérale est plus floue, les conservateurs s'attaquent à l'arithmétique de M. Chrétien: ses prévisions de croissance économique sont trop optimistes, disent-ils, ce qui infirme ses prévisions de revenus, si bien que le déficit resterait à des niveaux inacceptables.

Cette guerre des chiffres, aussi passionnante qu'elle soit pour les économistes politiques, est de la foutaise eu égard aux enjeux de l'élection. Quand on ne sait si le PIB avance ou recule, comme c'est aujourd'hui le cas, les boules de cristal ne révèlent rien des prochains cycles économiques, et invalident d'avance tous les calculs. Une fois qu'on tourne le dos à ce petit jeu de bouliers, qu'on cesse de se demander si le déficit de 1998 sera nul ou s'il équivaudra à 3 % du PIB, il est saisissant de constater que les deux grands partis nous proposent la même médecine: des compressions de plus ou moins six milliards, dont certaines sont rigoureusement identiques.

Les deux partis promettent de sabrer dans les budgets de la défense, madame Campbell leur enlèverait annuellement 100 millions, M. Chrétien ne dit rien des niveaux de réduction. Les deux partis promettent de réduire les subventions aux entreprises, madame Campbell de 125 millions annuellement, M. Chrétien reste encore muet. Les deux partis jurent de réduire leurs dépenses de fonctionnement. Seule différence notable, le Parti conservateur trouvera une marge de manœuvre supplémentaire dans le gel de l'aide internationale, le Parti libéral promet de faire disparaître des contrats de services professionnels. Les deux partis jurent en chœur de ne pas toucher aux «programmes sociaux». Enfin une fois les coupures faites, les libéraux aimeraient bien se récompenser en dépensant deux milliards pour des travaux publics (dits pompeusement «d'infrastructures») tandis que les conservateurs préféreraient continuer à acheter des hélicoptères à usage militaire.

À partir de ce qui peut être compté, de ce qui se

trouve réellement sur la table, de ce qui nous attend en pratique le lendemain du 25 octobre, seules des nuances, presque des poussières, distinguent les deux partis qui peuvent prétendre former le prochain gouvernement. Inutile de s'étonner, dès lors, de la montée du Reform Party dans l'Ouest et en Ontario et du Bloc québécois au Québec.

Leurs programmes sont tout aussi peu crédibles quand on les passe au crible du calcul, mais ils s'animent autour de véritables projets. Pour le Reform Party, c'est un Canada entièrement livré aux forces du marché, et débarrassé du credo multiculturel et bilingue. Son mot de passe est «l'égalité individuelle», au sens archi-conservateur qui finit par se résigner à toutes les inégalités. Pour le Bloc québécois, c'est la reconquête d'une position de force pour le Québec, plus proche de l'autonomisme que du véritable souverainisme, mais qui touche une fibre majeure.

Les «visions» sont dangereuses, disait George Bush en combattant Perot et Clinton l'année dernière, durant l'élection présidentielle américaine. Elles peuvent en effet être mirages, et devenir dérives. Elles semblent s'effondrer un peu partout, la mort des socialismes en étant le principal cas de figure.

Mais sans faire miroiter les vastes aurores boréales du grand soir, un parti qui réclame la confiance doit pouvoir indiquer une direction, un principe de gouvernement, une inspiration. C'est ce qui a fait la différence pour Bill Clinton, justement. Et l'élection canadienne de 1988, passionnée et passionnante en se cristallisant sur le libre-échange, opposait deux idées du pays, l'une qui accentuait la symbiose avec les États-Unis, l'autre qui réveillait et actualisait le nationalisme canadien. Elle a réussi à mobiliser les électeurs.

Rien de tel ne démarque aujourd'hui les deux grands partis. Et si quelque facteur explique le début du décollage du Parti libéral, c'est peut-être sa volonté, encore bien timide, de se présenter avec cohérence comme l'ennemi du chômage. M. Chrétien et son entourage valent encore, ils osent à peine mettre en cause la politique monétaire, ils promettent un brin d'interventionnisme mais pas trop, ils murmurent leur volonté de vivre assez longtemps avec des déficits, ils craignent comme la peste la réaction de Bay Street et des marchés de change, qui les rendent déjà responsables (tout autant que le Bloc) des petites chutes du dollar. Mais même devant ce projet quasi invincible, qui s'excuse d'exister, l'électeur réagit avec quelque sympathie.

Les porteurs de sens, pour l'instant, sont toutefois les partis de protestation. Reste à voir si les autres veulent en prendre le risque, ou s'ils se cramponneront, pour l'essentiel, à leur calculette.

L E T T R E S

Québécois dans l'âme

Quand, au petit matin du 14 septembre 1993, j'ai lu la page éditoriale du DEVOIR, je me suis dit que le café n'était pas assez fort et que je n'étais pas complètement réveillé car j'avais nettement l'impression de lire *The Gazette*.

En effet, le papier de Norman Webster intitulé «Le chantage de Lucien Bouchard» aurait été monnaie courante dans ce quotidien.

Après quelques flèches bien taillées allant du «gorille pesant 300 livres», au «roi du Saguenay et à ses territoires», M. Webster parle d'une «conjonction unique d'événements» qui donnent à M. Bouchard des possibilités énormes. Nous la connaissons tous, cette conjonction.

Et au nombre de ces événements, je place en premier lieu le rapatriement unilatéral de la Constitution. M. Webster oublie que le Québec, à l'heure actuelle, ne fait pas partie de la confédération canadienne: il en a été écarté de honteuse façon, en 1982.

Et pourtant, une large partie des impôts des Québécois surtaxés sert toujours à indemniser les agriculteurs des Prairies, après avoir servi les pêcheurs des Maritimes, alors que nos besoins ici sont urgents. Y en a marre!

Oui, M. Webster, je vous répondrai que c'est intelligent de voter pour le Bloc; ça prouve que les Québécois qui siègent à la Chambre des Communes peuvent être libres et non liés par une politique de parti qui désavantage leur peuple dans des dossiers d'importance.

Qu'il suffise de mentionner ici l'éducation, la formation de la main-d'œuvre, l'immigration.

De plus, vous laissez entendre que le chef du Bloc a trahi son ami

Brian. Je ne partage pas du tout cette opinion. En connaissez-vous beaucoup d'hommes politiques qui renoncent à leur limousine, à leur cour et à leurs suites ministérielles pour ne pas emprisonner leur esprit dans une ligne de parti?

La mémoire politique est importante pour un peuple qui prétend accéder à sa pleine souveraineté et le Bloc québécois nous rappelle certains faits que nous ne devons pas oublier.

«Si la tendance se maintient», le 25 octobre prochain et pour les années à venir, nous serons vraiment représentés à Ottawa et la voie souverainiste sera pavée quand l'échiquier électoral se déplacera sur l'autoroute québécoise.

C'est simple, au fond: si le Bloc québécois existe, c'est qu'il répond à une nécessité, mais pour savoir cela, il faut être Québécois dans l'âme.

M. Webster a certes droit à son opinion mais il fait la preuve dans cet éditorial qu'il ne suffit pas toujours de vivre au Québec et d'utiliser la langue française pour apprécier la réalité et la sensibilité québécoises.

Royal du Perron
Montréal, le 19 septembre 1993

Pré-électorales: un moment de vérité

La période pré-électorale devrait être un moment de vérité. Il n'en est rien. On y débite trop de mensonges. On y fait trop de vérités.

Au cours de cette période, l'électeur devrait être roi. Il n'en est rien. Ce roi est désemparé, et dans un lamentable isolement et une lamentable désorganisation.

La campagne électorale devrait être sa propre campagne, lui qui, seigneur et maître de sa destinée, va désigner ses mandataires. Il n'en est rien. Les futurs élus se sont

d'ores et déjà désignés eux-mêmes. Il n'a ni la possibilité d'en élire d'autres, ni la possibilité de les déposer après les avoir élus. La campagne est la campagne des «prétendants», non la sienne.

Dans cette campagne, l'électeur devrait être assez armé pour se défendre.

Il n'en est rien. L'électeur n'a ni objectifs ni moyens, et n'a à ses côtés ni sages, ni penseurs, ni médias. Il peut aussi gratuitement donner raison aux uns ou aux autres, ou à aucun.

Entre les approches des politiciens et la défense des électeurs, le combat est trop inégal.

Désarmé et refusant d'agir sous le charme, l'électeur devrait pouvoir reporter son choix jusqu'à ce qu'il ait triomphé de ses hésitations. Il n'en est rien.

Par un seul et même acte, la Chambre est dissoute et le jour des élections est fixé. C'est pour qu'il s'en fasse illico, et non pour qu'il la garde tant qu'il veut, que la souveraineté lui a été passée. Il ne doit pas se prendre autrement au sérieux.

Et c'est pourquoi, en fin de compte, l'électeur se donnera des élus pour des motifs bien moins sérieux que ceux qu'imposent les exigences redoutables de la gestion d'une souveraineté.

Ainsi va la démocratie. Lentement. Le passage de la souveraineté, sagement, des mains de la masse aux mains d'une élite incontestée et non partisane, est un long apprentissage.

Patients. Et, dans les quelques jours qui restent de la période pré-électorale, imaginons-nous réellement souverains.

C'est un peu faux. Mais c'est tranquilisant!
Elias Maroun
Montréal, 20 septembre 1993

JACQUES PROULX DE L'UPA ET LE MINISTRE YVON PICOTTE, LE "GROS BON SENS" DANS LES CORRIDORS DU GATT



Une erreur de cheval

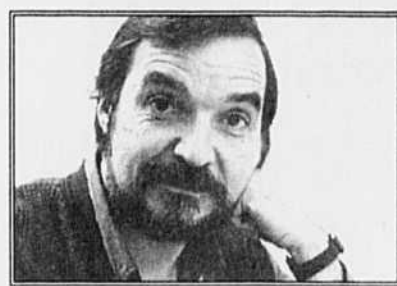
La vie, l'électorale cela s'entend, est bien faite pour à peu près tout le monde. Même les néo-démocrates y trouvent finalement leur compte: ils vont mourir dans l'honneur et la dignité. La seule exception à cette loi immuable concerne évidemment les conservateurs qui s'acharnent à vouloir réécrire le manuel d'instruction sur l'art de remporter des élections.

Comment expliquer l'erreur stratégique qu'ils insistent pour répéter jour après jour comme si c'était devenu une véritable religion: battre le Bloc. Dès que vous rencontrez un stratège conservateur et lui demandez tout bonnement «Comment ça va?», il se transforme immédiatement en moulin à parole contre Lucien, les péquistes, Jacques Parizeau, les Québécois, le nationalisme, le PQ, LE DEVOIR.

De toute évidence, ces pauvres conservateurs se sont trompés de campagne électorale. Avec une belle anticipation, ils se sont embarqués corps et âme — du moins ce qu'il en reste après dix ans de pouvoir — dans la prochaine campagne électorale provinciale. Craignant sans doute que le successeur de Robert Bourassa ne soit pas à la hauteur, ils ont décidé de commencer tout de suite la campagne contre les forces du mal séparatiste et de faire le boulot à sa place. C'est ce qu'on appelle se tromper de cible.

Cet acharnement leur a fait oublier que leur seul et véritable adversaire dans cette lutte était Jean Chrétien et le Parti libéral. Par tous les moyens, ils tentent encore d'expliquer à la population qu'une fois élu à Ottawa, Lucien n'aura pas vraiment de pouvoir et qu'il vaut mieux voter pour Blanche-Neige et ses sept nains que pour un prince charmant qui arrive cinq ans en retard sous prétexte que c'est l'heure de donner un bec à sa fiancée endormie.

Il est toujours triste de voir un parti politique commettre une erreur



DANIEL LATOUCHE

stupide. On aurait envie de les braser et de leur dire: «Réveillez-vous. L'ennemi, ce n'est pas le prince, mais la méchante fée, celle qui a fini par se trouver belle à force de se regarder dans le miroir.»

Mais non, ils continuent de tirer à boulets bleus sur le prince Lucien et son fidèle cheval Jacques, alors que l'autre avec le grand chapeau noir et le balai continue de faire des ravages auprès des petits enfants. C'est l'Haloween à l'envers.

Il faut dire à leur décharge que pour ce qui est des boulets bleus, certains ne manquent pas d'élégance ni d'imagination. Pendant des semaines, ils nous ont cassé les oreilles avec le fait que le prince Lucien, une fois élu, ne pourra rien faire pour son bon peuple.

Quel curieux argument. Comme si les électeurs québécois ne savaient pas que Lucien ne risque aucunement de devenir premier ministre du Canada. Ils le savent tellement bien que c'est même la raison fondamentale pour laquelle un bon nombre d'entre eux s'apprêtent à voter pour lui.

En leur servant cet argument d'astuce, les conservateurs ne font que confirmer la justesse de leur raisonnement initial. Les Québécois sont restés très attachés au fédéralisme (une thèse que j'invente à l'instant). En politique, ils veulent un prince et non un roi.

Ce pauvre Lucien ne pourra pas

faire de *deals*, disent-ils. Et puis après? S'ils avaient demandé aux électeurs ce qu'ils pensent des politiciens qui font des *deals*, les stratèges conservateurs auraient eu une tout autre réponse que celle fournie par tous ces pseudo-conseillers qui ne savent pas distinguer un gars à cheval d'une fée sur son balai.

La dernière incarnation de cet argument pour le moins bizarre consiste à répéter sans cesse que les Anglais ne seront pas fins avec Lucien une fois que ce dernier aura démenagé ses pénates et son cheval à Ottawa. Sa seule présence va tellement leur faire de peine et les insulte dans leur moi le plus profond qu'ils vont même refuser de lui donner l'heure ou un peu d'avoine. Encore un peu et on apprendrait qu'il lui sera interdit d'aller pisser (Lucien, pas son cheval).

Ce qu'il a du être malheureux d'apprendre cette fâcheuse nouvelle, ce pauvre Lucien. Quatre ans sans pisser, c'est long et cela donne mal à la tête.

Chers stratèges conservateurs, demandez donc aux électeurs québécois s'ils croient vraiment que de ne pas faire de peine aux Anglais est l'un de leurs objectifs fondamentaux dans la vie.

C'est vrai qu'en général, on ne

tient pas particulièrement à rendre la

vie impossible au gens de Kapuskasing-The-Two-Islands-in-Fort-Qu'appelle ou de Moose-Jaw-By-The-Lake-Where-The-Sun-Sets-And-The-Buffer-Rooms — je ne sais pas pourquoi, mais à Ottawa, ils ont toujours de ces noms de circonscription —, mais de là à croire que leur équilibre psychologique est une obsession collective, il y a un fossé qu'il ne faudrait pas franchir, même dans les meilleurs contes pour enfants.

Voyons voir, si la bonne fée des débats pourra redonner un peu de vie, et surtout une bonne paire de lunettes, à un Parti conservateur qui n'arrive plus à retrouver ses miettes de pain dans la forêt électorale.

À P R O P O S

... de recherche et développement

En 1990, la dépense intérieure brute de recherche et développement (DIRD) s'est élevée à quelque 2,3 milliards et révèle une croissance réelle de 7,1 %.

En 1990, la DIRD a continué de croître, en chiffres réels, deux fois plus rapidement que le produit intérieur brut (PIB).

Pour la première fois depuis que cette mesure est réalisée au Canada, la DIRD québécoise atteint et dépasse le seuil de 1,5 % du PIB.

Avec un indice du niveau d'activité de recherche-développement (R-D) qui atteint 1,53 de son PIB, le Québec, en 1990, se situerait au 15^e rang des pays de l'OCDE.

En 1990, le secteur industriel renforce sa position

dans l'effort global de R-D. L'industrie absorbe désormais près de 60 % des dépenses de R-D au Québec et finance plus de 50 % de la DIRD. En Ontario, l'entreprise réalise 58 % des travaux de R-D et assure 41 % de leur financement.

La contribution du secteur public à la DIRD est relativement importante au Québec, si on la compare aux autres sources de financement.

En 1990, au Québec, la contribution du gouvernement atteignait 8 %, comparativement à 7 % au Canada et à 4,8 % en Ontario.

Tiré de *Compendium 1993*
Gouvernement du Québec

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration ANDRÉ LECLERC

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteur en chef adjoint JEAN ROBERT SANSAÇON

2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

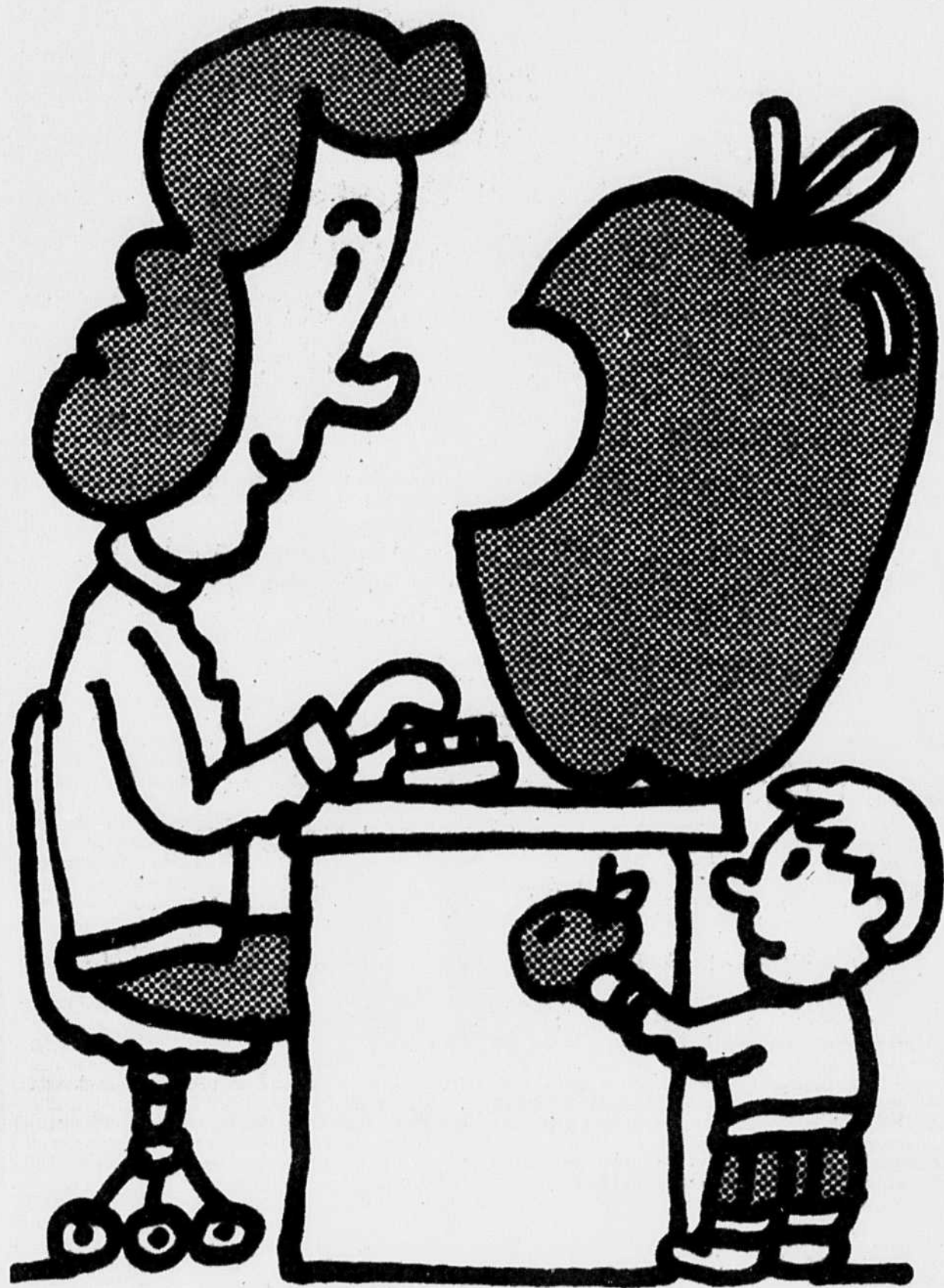
FAISCEQUEDOIS

IDÉES

Travail-famille

La grande conciliation

Une société qui voit à long terme encourage ses chefs d'entreprise à tenir compte du bien-être de leurs employés et de leurs familles



THE NEW YORK TIMES

COLETTE LANTHIER

Docteure en psycho-biologie génétique
Agente de recherche au Conseil de la famille

Voici de larges extraits d'une conférence présentée dans le cadre des rencontres nationales «Le Monde des affaires», à Drummondville, en mai dernier.

Il n'y a pas si longtemps, la famille et le travail existaient en parallèle. Les employés devaient laisser leurs problèmes familiaux à la maison et vice versa. De nos jours, la famille ne cesse d'envahir le monde des affaires. La majorité des citoyens et des citoyennes conviennent qu'un soutien logistique et financier et une formation des parents assurent le mieux-être des familles tout en garantissant celui de la collectivité. Néanmoins, quand arrive le temps de traduire ces principes et ces valeurs collectives en mesures sociales et en services précis pour soutenir efficacement les parents et les familles, là, soudainement, les priorités changent, les difficultés surgissent: la conjoncture économique ne le permet pas; l'entreprise en pleine récession adopte d'autres priorités; les syndicats allèguent, quant à eux, que les travailleurs et les travailleuses préféreraient des augmentations salariales.

L'entreprise et la famille

Depuis deux décennies, on assiste inéluctablement à une hausse constante et sans précédent du taux de participation des femmes au marché du travail, particulièrement celui des mères de jeunes enfants. Grâce aux modifications apportées récemment par le gouvernement aux normes du travail qui accordent des avantages aux parents-travailleurs, plusieurs jeunes femmes enceintes peuvent retrouver leur emploi après leur congé de maternité prolongé.

N'eût été de ces changements, combien de jeunes parents pourraient se prévaloir d'un congé parental sans solde? Malgré tout, les entreprises ne voient pas encore l'intérêt d'améliorer les conditions de travail des parents.

Pourtant, les progrès pour concilier les deux mondes ne peuvent être la responsabilité unique des familles. Une véritable conciliation travail-famille exige plus qu'une bonne gestion de son temps et de la débrouillardise. Elle interpelle les gouvernements, les patrons et les syndicats.

Aujourd'hui, les obligations professionnelles et familiales contraignent davantage les parents. Ceux-ci travaillent plus de semaines par année et, par conséquent, ils ont moins de temps à consacrer aux enfants. Souvent, les conditions de travail ne tiennent pas compte de la réalité des familles: les longues heures au boulot et les changements constants d'horaire ajoutent de la pression sur les parents, sans parler de l'appauvrissement des jeunes familles et de la pénurie de services de garde de qualité. Hormis les normes du travail, quel soutien offrent nos entreprises en bénéfices sociaux additionnels aux parents: des congés parentaux payés, des horaires de travail souples, du travail à temps partagé ou à temps partiel? Selon les quelques données que nous avons pu obtenir, parmi les bénéfices accordés aux travailleurs et travailleuses, très peu concernent spécifiquement la sphère familiale.

Selon plusieurs études, l'attitude des employeurs quant au soutien à accorder à leurs employés qui sont parents n'est pas très encourageante. Mis à part les garderies en milieu de travail et le temps partagé, les employeurs ne sont pas particulièrement motivés pour implanter des mesures de soutien aux parents. La majorité estime en effet que le soutien actuel est suffisant. Le secteur privé est celui qui démontre le moins d'empressement.

Les travailleuses et les travailleurs, quant à eux, se disent intéressés par la mise sur pied de tels programmes ou services. On sait que des parents satisfaits des services de garde de leurs enfants, donnent un rendement supérieur au travail. Les parents qui bénéficient de programmes de soutien s'absentent moins, veulent rester à l'emploi de l'entreprise, développent une attitude positive face à leur employeur et recommandent leur entreprise à d'autres.

Selon une enquête du Bureau de commerce de Montréal menée en collaboration avec des chercheurs de l'UQAM, les préoccupations des travailleuses et des travailleurs diffèrent complètement de celles de leurs employeurs. À titre d'exemple, les parents-travailleurs identifient les questions relatives à la garde des enfants comme le problème de productivité le plus sérieux alors que les employeurs croient plutôt que le bon moral du personnel est garant d'une productivité accrue.

Les deux groupes divergent aussi d'opinion quant à l'efficacité des horaires flexibles pour augmenter la productivité.

En effet, alors que les employées et les employés estiment que ce serait là un moyen très valable pour augmenter leur productivité, les employeurs, au contraire, le jugent inefficace. Cette enquête révèle également que les parents-travailleurs souhaitent ardemment le développement de services de garde de qualité.

Subitement, l'univers de la famille se faufile quotidiennement au sein même de l'entreprise. Celle-ci n'a par conséquent plus le choix. Elle est contrainte à s'asseoir avec ses partenaires pour modifier les conditions du travail des parents.

La situation actuelle

On commence à peine à lever le voile sur les problèmes qu'engendrent les difficultés d'ajuster le travail aux besoins des familles. Les absences, les retards, les départs hâtifs, le roulement du personnel et les erreurs de production sont souvent liés, au dire des employées et des employés, aux problèmes de gardiennage et aux soins à apporter aux enfants.

L'absentéisme dans les entreprises génère des coûts directs et indirects assez considérables. En 1986-1987 au Québec, on évaluait à environ 197 millions le nombre d'heures de travail perdues en raison d'absences pour une raison autre qu'une grossesse, une maladie ou un accident de travail. Le roulement du personnel aussi coûte cher. La sélection d'un nouvel employé entraîne des déboursés pour l'entreprise, selon le poste à combler, de l'ordre de 5000 \$ à 18 000 \$.

La plupart des absences du personnel seraient reliées aux responsabilités parentales. Effectivement, les

femmes accusent un taux d'absentéisme généralement plus élevé (entre 50 % et 80 %) que celui des hommes (20 % et 50 %), pour des absences variant entre un et 15 jours annuellement. Les personnes mariées révèlent un taux nettement supérieur à celui des célibataires. Et indubitablement, ce sont les femmes âgées de 20 à 34 ans qui accusent les taux les plus élevés, soit celles qui sont les plus susceptibles d'avoir de jeunes enfants. Aussi, la diminution du rendement ou les erreurs de production semblent souvent le lot des travailleuses plus que celui des travailleurs. Ces statistiques démontrent que les mères — et plus rarement les pères —, ne sont pas toujours concentrées sur leur travail, spécialement lorsqu'ils s'inquiètent de leurs jeunes enfants.

D'autres recherches démontrent que les parents-travailleurs paient même de leur santé et de leur bien-être leurs charges familiales. Les femmes, spécialement, vivent plus de dépressions, souffrent plus souvent d'insomnie et prennent moins le temps de dîner, pour reprendre les retards accumulés.

Si l'on en croit l'étude exploratoire du Centre pour l'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement de l'UQAM, les responsabilités familiales et professionnelles épuisent dramatiquement les mères de jeunes enfants au point de menacer la cellule familiale; c'est que l'épuisement, la fatigue, le stress envahissent les relations conjugales. La deuxième grossesse, pourtant planifiée, est souvent remise à plus tard ou tout à fait abandonnée. Plusieurs jeunes couples hésitent même à vouloir un premier enfant dans des conditions aussi épuisantes.

Plusieurs autres indices de malaises sociaux suscitent les interrogations: l'hyperactivité croissante des enfants dès l'âge de 2 ou trois ans, le burn out chez certains enfants, l'apparition de problèmes d'apprentissage, de concentration et dans certains cas dès le début de la scolarisation.

Au second cycle du primaire, on voit poindre des troubles de comportement. Au secondaire, la situation s'aggrave avec des taux intolérables de décrochage scolaire et de suicide, en plus des problèmes de prostitution, de consommation de drogue et de violence. Ces mésadaptations se prolongent trop souvent jusqu'à l'âge adulte.

La qualité de notre présence auprès des enfants, la qualité de l'encadrement dont on les entoure, la qualité de notre éducation et de notre amour définissent l'avenir et le devenir des enfants. Quoique la pauvreté croissante des familles explique en partie ces situations, on reconnaît que même les parents qui ont des revenus au-dessus de la moyenne ne sont pas exempts de ces difficultés. Le manque de temps, le stress, la fatigue et les tensions viennent à bout de leur patience et de leur disponibilité.

Par quoi commencer?

L'urgence première pour le Québec et l'ensemble de la société, c'est de voir à ce que les conditions de départ dans la vie de l'enfant soient telles qu'elles lui garantissent un développement affectif, psychique, physique et mental optimal; c'est-à-dire faire en sorte qu'un de ses parents puisse bénéficier d'un congé parental payé substantiel qui permette l'établissement d'une relation parent-enfant si essentielle au développement harmonieux de l'enfant.

Il importe pour ce faire de garantir l'emploi du parent et de maintenir l'ensemble de ses avantages sociaux: 90 % du salaire, les assurances, le régime de retraite, l'ancienneté et les vacances qui s'accumulent.

La seconde action devrait s'articuler autour d'un développement de services de garde de qualité, capables de répondre en nombre et en qualité à la demande croissante. L'étude nationale canadienne sur la garde des enfants dénombre environ 252 000 enfants d'âge préscolaire qui auraient besoin de services de garde et près de 359 000 enfants âgés de 6 à 12 ans dans la même situation.

Compte tenu des places disponibles dans les services de garde régis par l'Office, c'est un contingent de près d'un demi-million d'enfants québécois âgés de 0 à 12 ans qui se retrouvent dans des services de garde dont on ne connaît ni les programmes, ni les conditions d'apprentissage, ni les qualifications des gardiennes, ni même la sécurité des lieux.

Même si tous connaissent et reconnaissent l'importance des premières années de vie de l'enfant, beaucoup remettent encore trop souvent cette responsabilité à la famille seule. Nous laissons les plus petits de notre société à qui mieux mieux, sans exercer de contrôle sur la qualité des services qu'ils reçoivent. Sachant également que plusieurs, parfois même très jeunes, sont laissés à eux-mêmes.

Pourtant, le gouvernement vérifie et inspecte la qualité de la viande, du lait, des aliments que l'enfant consomme. Mais il se soucie peu de la qualité des soins éducatifs, sociaux et alimentaires que plusieurs d'entre eux reçoivent, de la qualité des soins de base qui stimulent leur développement et forgent indubitablement leur personnalité. Et pourtant, on est surpris, on se révolte même des problèmes aigus vécus par plusieurs enfants et adolescents.

Remédier à ces déficiences exige, en premier lieu, l'instauration de congés de maternité et de parentalité adéquats et la multiplication de services de garde diversifiés et de qualité. Ces deux mesures exigent des investissements importants que seule une volonté politique ferme et déterminée pourra dégager.

Cependant, plusieurs actions peu coûteuses peuvent grandement améliorer le sort des parents-travailleurs. Ainsi, des horaires de travail flexibles, du travail à temps partiel, des congés parentaux payés, des horaires de travail moins longs et des choix d'horaires accordés prioritairement aux parents de jeunes enfants, des informations sur les services de garde existants, des ateliers de discussions sur le rôle de parents... représentent aussi des avantages très recherchés et prisés par les parents.

Une société qui voit à long terme encourage ses hommes et ses femmes chefs d'entreprises à tenir compte du bien-être de leurs employées et employés et de leurs familles, tout en visant l'excellence. Plus les parents se sentent bien accueillis dans leur milieu, plus ils pourront augmenter leur productivité et leur compétence parentale sera rehaussée par la disponibilité plus grande aux enfants.

Quand tout cela sera concrétisé, alors on pourra parler d'une véritable conciliation famille-travail et ainsi l'avenir économique et social de la collectivité sera mieux assuré.

Quantité d'emplois ou qualité de vie

Serait-ce la fin du monde pour certains employés de passer de 45 000\$ à 42 500\$?

CHARLES MONGEON

Verdun

J'aimerais qu'un jour un économiste nous propose enfin, au-delà des sombres et justes constats, des éléments de solution à la crise de l'emploi que vivent les gens de moins de 35 ans.

J'étais profondément sympathique aux revendications syndicales lorsque j'étais surnuméraire au *Journal de Québec* et au *Soleil*, j'étais alors dans des *business* qui font des gros sous, et je crois toujours que le partage des richesses ne menace en rien dans de telles entreprises la quantité d'emplois qu'elles sont en mesure de procurer à la société.

Que fait-on cependant dans le cas d'entreprises, privées ou publiques, qui vacillent sur le seuil de la rentabilité ou qui sont endettées?

Que doit-on privilégier pour que la roue de l'économie se remette à tourner et que surtout l'écart cesse de se creuser entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas: le nombre d'emplois ou la qualité du niveau de vie de certains employés?

Les jeunes, dans la crise d'une entreprise qui menace de fermer, favoriseraient probablement l'emploi à la disparition d'une entreprise.

Pour ces personnes, il est encore plus utile de travailler pour payer l'épicerie que de faire du bénévolat... N'en déplaise aux camarades qui de toute façon sont beaucoup trop occupés à compter leurs sous ces temps-ci.

Je sais que c'est ridicule et odieux ce que je viens de dire.

On ne peut baisser le salaire de quelqu'un qui gagne 8,50 \$ l'heure dans une *shop* ou un bureau cossu dirigés par des *boss* mal équilibrés. Parce que le salaire de 8,50 \$ vit, véritablement, sur le seuil de la pauvreté.

Mais qu'en est-il de ceux et celles qui gagnent 45 000 \$ et qui passeraient à 42 500 \$? Serait-ce la fin du monde?

Et comment deux conjoints peuvent-ils avoir un budget serré avec des salaires de cet ordre qui, je le concède, n'ont quand même rien de fabuleux? N'y aurait-il pas moyen d'acheter un chalet un peu moins cher?

Ce que j'aimerais que quelqu'un dise, démolisse ou confirme, c'est si une baisse de salaire pour chacun des travailleurs de la fonction publique, cadres et syndiqués, permettrait d'une part de conserver l'emploi et d'autre part de payer la dette.

Puis de relancer l'économie, en réajustant de nouveau les salaires, s'il le faut. Ou une réduction générerait-elle plutôt une pression à la baisse sur les salaires, même dans de lucratifs secteurs du privé?

Ces questions resteront-elles encore longtemps des tabous?

Ou est-ce qu'une baisse de salaire paralyserait encore plus l'économie?

Je crains qu'en baissant les salaires, on réduise l'argent injecté dans l'économie québécoise, puis l'argent recueilli via les impôts. Mais en réduisant le nombre d'employés, on réduit aussi l'argent injecté, à la différence que les victimes ne sont plus les mêmes.

Qu'est-ce qui vient en premier: le droit au travail, celui de faire un tour de grosse Chrysler, ou le confort des banquettes pour ceux qui sont déjà assis dessus?

Couper dans les conditions de travail (heures travaillées, congés, etc.), la solution sur laquelle les «statuts précaires» et les «permanents» s'entendent, est à mes yeux la pire parce qu'elle réduit notre qualité de vie.

Les jeunes irréfléchis que nous sommes veulent plaire aux *boss* («Nous autres, on peut travailler fort»), tout en adoptant les mêmes visées salariales que nos aînés.

Mais quelques bourreaux de travail bedonnants nous le diront: ce ne sont plus les sous qui nous permettent de vivre, mais le temps, celui qui permet de respirer et de vivre.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes : à l'information générale et métropolitaine :

Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Pierre Cayouette, Jean Chartier, Jean Dion,

Louis-Gilles Francoeur, Louis-Guy L'Heureux, Caroline Montpetit, Bernard

Morier, Isabelle Pire, Diane Précourt, Laurent Sournis, Guy Taillefer, Danny

Veaz, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information

culturelle : Michel Bélar (responsable), Stéphane Baillargeon, Roland-Yves Car-

ignan, Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay

(Livres); à l'information économique : Gérard Bérubé (responsable), Robert

Dutrisac, Jean-Pierre Legault, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information

internationale : François Brousseau (éditorialiste et responsable), Antoine

Char, Jocelyn Coulon, Claude Lévesque, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à

l'information politique : Josée Boileau, Pierre O'Neill, Gilles Lesage (cor-

respondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant

parlementaire à Québec); à l'information (caricaturiste); à l'information

sportive : Yves d'Avignon; Denise Babin, Rachel Ducloux (commis), Marie-Hélène

Alarie (secrétaire à la rédaction), Isabelle Baril (secrétaire à la direction),

LA DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur); Manon Scott, Sylvie Scott,

Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA DIRECTION AR-

TISTIQUE Lucie Lacava. LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (directrice), Jac-

queline Avril, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Francine Gingras, Johanne Gu-

beau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, (publicitaires); Micheline Turgeon

(maquette); Michèle Bouchard (secrétaire); Ghislaine Lafleur (réceptionniste);

L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (coordinatrice des services comptables);

Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Marie-France Légaré, Ray-

mond Matte, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault

(adjointe à l'administration). LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈ-

LE Christiane Benjamin (directrice), Monique Corbeil (adjointe), Nathalie,

Thabet (responsable du marché institutionnel), Monique L'Heureux, Lise Lacha-

pelle, Olivier Zaida, Rachelle Leclerc-Venne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur

aux promotions des abonnements), Louise Paquette. LA PRODUCTION Robert

McDougall (directeur des systèmes informatiques et de la production), Johanne

Brunet, Danielle Cantara, Sylvain Darcy, Richard DesCormiers, Caroline Des

Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Michael Schneider, Marie-Fran-

ce Turgeon, Christiane Vaillant. LES ANNONCES CLASSÉES ET LES

AVIS PUBLICS Yves Williams (superviseur), Manon Blanchette, Dominique

Charbonnier, Marlene Côté, Josée Lapointe, Sylvie Laporte, Pierrette Rous-

seau, Micheline Ruellan. CONSEIL DU DEVOIR INC. Pierre Bourgie (prési-

dent), FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Bois-

vert (vice-président et directeur général), Raymonde Guay (responsable du finan-

cement privé).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

MANNING «Votez par conviction, non par stratégie»

SUITE DE LA PAGE 1

intermédiaire entre l'indépendance et le Canada.»

«Nous les expulsions de ce terrain en disant clairement qu'il n'y a aucune ouverture à l'extérieur du Québec pour une souveraineté-association du type proposé par Parizeau et Bouchard», a dit M. Manning, ajoutant qu'un gouvernement fédéral obligé de négocier avec Québec n'aurait qu'un souci: «maximiser les profits et minimiser les coûts pour le reste du Canada».

Il a du même coup appelé les Canadiens à «voter par conviction» et non par stratégie, et à déléguer plusieurs membres de sa formation aux Communes. «Une telle présence du Reform permettrait d'empêcher les vieux fédéralistes présents au Parlement de compromettre les intérêts constitutionnels du reste du pays en faisant des concessions inacceptables aux séparatistes du Québec», a-t-il dit.

Ces «vieux fédéralistes», ce sont ceux des partis traditionnels, a ajouté M. Manning, qui entendent leur opposer un «nouveau fédéralisme», seul garant de la consolidation de l'unité canadienne et du maintien du Québec à l'intérieur de la fédération.

Le chef du Reform s'est en effet dit persuadé que les «séparatistes» québécois allaient gagner la bataille de la souveraineté-association si les électeurs canadiens continuent d'appuyer les conservateurs ou les libéraux.

«Si les prochaines élections provinciales au Québec, suivies d'un autre référendum sur la souveraineté, ne sont que la poursuite de la lutte entre les séparatistes et

les vieux fédéralistes, il est probable que ces derniers perdront. Mais si, à l'inverse, on fait en sorte que la lutte en soit une entre le séparatisme et un nouveau fédéralisme vigoureux, la fin de l'histoire pourrait être bien différente», a-t-il affirmé.

Pretenant prétexte de ce que Lucien Bouchard avait vanté les vertus de la souveraineté sur la même tribune, il y a dix jours, M. Manning a laissé de côté les questions économiques pour s'attaquer résolument aux problèmes constitutionnels.

«Je ne suis pas un séparatiste. Je suis un fédéraliste de l'Ouest», a-t-il déclaré.

A cet égard, il a repris le credo réformiste de l'égalité des provinces et des citoyens, rejetant la notion des deux «races» fondatrices, caractéristique du «vieux fédéralisme» et qui ne mène qu'à un «statut spécial pour certains groupes basé sur la race, la langue et la culture».

Entre autres dispositions, le «nouveau fédéralisme» à la Manning remettrait ainsi aux seules provinces la responsabilité de «préserver les distinctions linguistiques et culturelles». Interrogé à savoir quel serait, dans ce contexte, le sort des minorités francophones du Canada, il a simplement répondu que le gouvernement fédéral aurait pour rôle de «prévenir la discrimination».

Sur la question du Québec, le chef du Reform a rappelé l'entente entre John A. McDonald et Georges-Etienne Cartier qui a conduit au pacte confédératif de 1867. «Pourquoi est-il si impossible que des nouveaux fédéralistes de l'Ouest de la rivière Ottawa et d'autres de l'Est ne puissent se lier pour former le nouveau Canada du

XXIe siècle?» a-t-il demandé.

Tout simplement, devait-il lui-même répondre, parce que le Québec n'a pas encore trouvé son propre «champion» du nouveau fédéralisme. Mais comment y arriver, étant donné que le Reform ne présente aucun candidat au Québec? «Nous devons procéder par étapes, afin d'éviter que seuls les anglophones du Québec votent pour nous comme ils le font pour le Parti Égalité», a dit M. Manning, confiant que le «champion» viendra une fois que le Reform aura fait le plein de sièges aux Communes.

Le discours du chef du Reform a été fort bien accueilli par son auditoire, qui l'a applaudi à plusieurs reprises. De sérieuses rumeurs, apparemment confirmées par des dirigeants de l'Empire Club, couraient toutefois à l'effet que le parti avait bien pris soin de «paqueter» la salle de ses supporters.

Par ailleurs, l'intervention de Preston Manning survenait au moment où le Reform Party est en train de se transformer en véritable épouvantail pour les partis traditionnels. Enregistrant déjà d'importants gains dans les provinces de l'Ouest — au-delà de 40% des intentions de vote en Colombie-Britannique —, le parti travaille également avec un certain succès à se trouver une niche en Ontario.

A tel point que les trois chefs «nationaux» ont senti le besoin, cette semaine, d'attaquer le programme électoral des réformistes. Mardi, Kim Campbell a consacré de longues minutes à mettre en pièces le projet Manning de réduction du déficit, puis, mercredi, c'était au tour d'Audrey McLaughlin et de Jean Chrétien de sonner l'alarme

quant à la politique de soins de santé du Reform, qui prévoit que les provinces auraient la latitude d'imposer un ticket modérateur.

Ces invectives, dont M. Manning s'est dit flatté parce qu'elles prouvent l'importance de sa formation, ont eu pour effet de mettre le principal intéressé sur la défensive et de le forcer à s'expliquer. Mais l'approche populiste qu'affectionnent les réformistes semble poursuivre ses ravages. Et si ce sont les conservateurs qui en pâtissent le plus, en Ontario, il y a jusqu'aux néo-démocrates pour concéder ouvertement que la poussée du Reform lui permet de gruger tant dans leur électorat traditionnel que dans le «vote de protestation» qu'ils cherchent à incarner.

Au-delà d'une gestion financière stricte qui lui vaut des appuis, le Reform joue également sur la question de l'immigration, que M. Manning a évoquée hier lors d'une tribune téléphonique à la télévision, de même que sur le law and order, une intransigeance envers la criminalité qu'il place bien en vue dans son programme et qui séduit une partie de l'électorat urbain.

Hier, M. Manning a ainsi déclaré qu'il favorisait une diminution à 150 000 du nombre d'immigrants au Canada, l'arrivée massive de ressortissants étrangers n'étant souhaitable que dans la mesure où l'économie en permet l'intégration sans heurts.

Cette position lui vaut fréquemment d'être taxé de racisme. Maintenant habitué au reproche, le chef du Reform rétorque simplement que sa politique d'égalité de tous les citoyens prouve exactement le contraire.

HORREUR
56 longs métrages

SUITE DE LA PAGE 1

fantastiques ne sont jamais présentés en salles mais aboutissent directement sur les tablettes des clubs vidéo. «Brain Dead, qui reçut les palmes du festival l'an dernier, n'est sorti dans aucun cinéma d'Amérique du Nord. Un rendez-vous comme le nôtre permet de présenter ces œuvres sur grand écran.»

L'événement en est à sa seconde édition et veut vivre. Envers et contre tous.

Comme dans toute bonne série B qui se respecte, le festival avait pourtant débuté sur une note noire. Car Sylvain Krief, qui a d'ailleurs une tête un peu «draculienne», fait parfois aussi peur que ses films.

Cette année, une forte odeur de soufre accompagnait la désormais célèbre conférence de presse du 9 septembre, placée sous le signe de noires révélations et de glauque confusion. On apprit que Sylvain Krief n'avait pas payé un certain nombre de fournisseurs pour son dernier festival. Chèques sans provision, promesses non tenues, laconique et inquiétant télégramme: Boil Krief Alive expédié par le réalisateur néo-zélandais Peter Jackson (gagnant du grand prix) furieux de ne pas avoir été remboursé pour certains frais de transport. L'horreur était dans la salle de conférence, et le directeur suivait dans la marmite.

«Les trois jours qui ont suivi nous ont laissés très abatus, dit-il aujourd'hui. Il y avait des chats noirs dans toutes les chambres, puis on a retourné la situation à notre profit. Des témoignages de sympathie nous sont parvenus, nos commanditaires ont tenu bon à nos côtés.»

En entrevue, Krief évoque sourdement la vengeance de personnes qui voudraient lancer un festival du fantastique concurrent. Il parle d'affaire montée en épingle, affirme aussi que non, ses coffres ne sont pas pleins, mais que promis, cette année il paiera tout, même si un festival ne reçoit pas de subvention gouvernementale, même si lui-même ne se verse pas de salaire, mais compte sur l'apport des commanditaires et la vente des billets. Le budget d'opération est de 350 000\$. Qui vivra verra.

Qu'est-ce que le fantastique? Tout le cinéma qui se situe hors des normes, répond Krief. Pas juste les monstres. Le thriller, l'insolite, le gore.

Bien des grands ont tâté en leur temps de l'épouvante, Spielberg, Polanski, et bien sûr Cronenberg. En 69, Georges A. Romero, alors tout jeune, réalisait avec des amis, une imagination débordante et trois sous le premier Retour des morts vivants, immédiatement classé chef-d'œuvre du style dégoulinant. Depuis toujours roulent, bien sûr, les classiques réapprêtés à toutes les sauces. Le bébé de Rosemary dont on retrouve vaguement l'esprit au festival à travers The Neighbor, les vieux spectres issus de la littérature, l'incontournable Edgar Allan Poe qu'on adapte aujourd'hui comme hier (comme dans Deux yeux maléfiques, de Dario Argento et George A. Romero, présenté au festival).

Le fantastique a connu ses belles heures au milieu des années 70 quand L'Exorciste, de Friedkin, fit des petits, puis le genre déclina un peu. Aujourd'hui, ça remonte et les budgets aussi. On trouve encore bien de la pure série B, de la broche à foin et du caoutchouc brûlé, mais aussi, phénomène nouveau, de budgets parfois honorables. Return of the Living Dead, de Brian Yuzna, est tout de même une production de 4 millions\$.

De l'avis de Sylvain Krief, le fantastique quitte tranquillement les voies de l'horreur traditionnelle pour évoluer vers l'humour. «Tout un chacun possède un ordinateur sur lequel il peut s'amuser à créer des effets spéciaux. Les beaux jours de L'Exorciste sont révolus, l'effet de surprise envolé. Le public sait que les monstres sont en plastique. Alors les cinéastes ne font plus semblant d'y croire, et multiplient les clins d'œil. Par ailleurs, il y a de plus en plus de films fantastiques sans effets spéciaux. Vous ne trouverez pas une goutte de sang dans Turn of the Screw, de la Britannique Rusty Lemorande, présenté au festival.»

Le deuxième rendez-vous du fantastique ne veut surtout pas répéter la gaffe du premier, quand ses dates chevauchaient celles de Festival du Nouveau Cinéma, et que les critiques de cinéma, incapables de tout couvrir, avaient envoyé balader le fantastique, ses zombies, ses spectres et ses bruyants trucages.

La fête de l'horreur se tiendra cette année surtout au Quartier-Latin, avec 56 longs métrages toute catégorie, dont douze en compétition. Deux fois moins que l'an dernier. Mais la direction se veut désormais plus sélective dans ses choix. Il y a huit premières mondiales, plusieurs courts métrages, un volet «Classiques du fantastique» présenté à la Cinémathèque, une démonstration de maquillage par des experts est épouvante.

L'an dernier, les organisateurs attendaient 50 000 spectateurs, cette fois, plus réalistes, ils visent le 45 000. Mais peut-être en rejoindront-ils 35 000, comme la dernière fois.

BARCELONE *Le modèle québécois*

SUITE DE LA PAGE 1

que dans la rue, c'est le bilinguisme. Nous sommes contre la méthode d'immersion linguistique pure et dure et contre le fait que les enfants de trois à huit ans n'aient aucune heure d'enseignement en castillan.» Les protestataires réclament donc l'application d'une décision du Tribunal suprême de 1985 qui reconnaissait le droit de recevoir l'enseignement en castillan et se déclarent disposés à saisir le Conseil constitutionnel.

Le lendemain, lors des fêtes de la Mercè, la fête de Barcelone, l'archevêque Ricard Maria Carles et le maire Pascual Maragall se sont émus devant le roi et la reine d'Espagne, venus recevoir la médaille d'or de la ville, des attaques contre le catalan. «Bien que nous acceptons le droit à la différence et à la critique, s'est étonné l'archevêque dans son homélie, certaines prises de position récentes et des critiques graves faisant référence à la Catalogne devraient être plus raisonnables et plus mesurées afin qu'elles ne dérivent pas vers un affrontement entre les peuples.»

Le ton était pour le moins inhabituel de même que les propos du maire en de pareilles circonstances. Pour apaiser les inquiétudes, Juan Carlos a prononcé son discours en catalan afin de bien montrer que cette langue opprimée pendant la dictature franquiste avait désormais pleinement droit de cité. Il y eut bien quelques indépendantistes brandissant des affiches avec ces mots «Les Catalans n'ont pas de roi» ainsi que des slogans anti-espagnols, mais cette diversion contestataire s'est produite pratiquement dans l'indifférence générale d'une foule importante applaudissant le couple royal.

Ces deux événements à un jour d'intervalle sont-ils les prémices d'une querelle linguistique sous-tendant le vieil antagonisme entre la Catalogne et la Castille prêt à resurgir quand des frictions se produisent? Pour le moment, la tentative de mettre le feu aux poudres faite par le quotidien conservateur ABC s'est transformée en pétard mouillé. Ce journal titrait à la «une», le 12 septembre, sous une photo de Jordi Pujol, président de la Generalitat (gouvernement) de Catalogne: «Comme Franco, mais à l'inverse: persécution du castillan en Catalogne». Un long article en forme de réquisitoire contre «le processus de normalisation linguistique» et le système d'«immersion».

Le statut d'autonomie de la Catalogne du mois de décembre 1979 reconnaît comme langues officielles le catalan et le castillan et précise que le Generalitat «prendra les mesures nécessaires afin d'en assurer la connaissance et créera les conditions qui permettent leur entière égalité...». Le 18 avril 1983, une loi de normalisation linguistique a été promulguée avec l'approbation de tous les partis afin de promouvoir cette égalité.

Son article 14 alinéa 2 stipule néanmoins que «les enfants ont le droit de recevoir le premier enseignement dans leur langue habituelle, qu'il s'agisse du catalan ou du castillan. L'administration devra garantir ce droit et mettre

en oeuvre les moyens nécessaires à cette fin...». Peu après, un plan d'immersion a été mis en place afin de combler le retard incontestable du catalan sur le castillan qui existe encore aujourd'hui. Ce plan inspiré des méthodes utilisées au Québec prévoit une imposition graduelle du catalan comme langue de scolarisation.

Sans vouloir trancher le débat, il est en tout cas clair que les horaires de cours dans les trois premiers cycles de l'enseignement primaire favorisent le catalan mais qu'en suite le castillan reprend du terrain.

Toujours est-il que des réticences se sont exprimées sur le thème

volem castella (nous voulons le castillan). Certes, elles sont très minoritaires et ne concernent qu'une trentaine d'établissements sur les 2730 centres d'enseignement primaire de Catalogne.

Le journal La Vanguardia, de Barcelone, s'en est pris à «l'irresponsabilité d'ABC», estimant que, «comme la guerre de Troie, la guerre linguistique ne éclatera pas parce que, à l'exception de cas individuels qu'il ne faut pas cacher, le peuple de Catalogne non seulement ne veut pas cette guerre, mais la rejette». El País, de son côté, a dénoncé «les secteurs d'extrême droite qui manipulent les protestations de quelques douzaines de familles», ajoutant que «la Catalogne a deux langues, veut deux langues et une seule paix, n'en déplaît à certains».

La majorité de la population ne refuse effectivement pas ce processus de catalanisation de l'enseignement. Comme le fait remarquer un observateur, sa connaissance est désormais devenue indispensable pour pouvoir s'intégrer dans la société. Le catalan est devenu pour tous les immigrés un objectif qu'ils revendiquent et cherchent à imposer. Pour les autres, sa maîtrise est souvent la condition sine qua non d'accès aux sphères du pouvoir politique et économique. «Le catalan est la langue de la haute bourgeoisie de la réussite. Il est donc nécessaire de bien la connaître», dit-on sans ambages. C'est pour cela qu'il n'est pas facile de recueillir une majorité suffisante dans les centres scolaires pour revenir au castillan comme la loi le permet.

Le gouvernement catalan, après avoir pris le temps de la réflexion, a décidé de contre-attaquer et d'annoncer son intention «de poursuivre et de renforcer» l'actuelle politique linguistique, car le catalan est «clairement en infériorité en Catalogne même». Une nouvelle loi d'actualisation et d'ajustement de la normalisation linguistique sera présentée devant le Parlement avant la fin du mois de novembre. Elle a pour but d'assurer l'utilisation du catalan dans les administrations et dans l'audiovisuel en application d'un plan général adopté le 26 juillet par le Conseil social de la langue catalane présidé par Jordi Pujol.

Non seulement les autorités de Catalogne refusent de se laisser intimider par ce qu'elles estiment être des «provocations grossières», mais elles sont bien décidées à aller de l'avant pour que le catalan trouve une place indiscutée dans la société.

MCKENNA
L'espoir et la stabilité

SUITE DE LA PAGE 1

gouvernement McKenna est parvenu à équilibrer son budget et il prévoit un surplus pour celui de l'an prochain. «Nous nous en sommes tenus à une façon saine de gérer nos finances.»

Parallèlement à l'assainissement de ses finances publiques, le Nouveau-Brunswick a mis sur pied une centaine de programmes centrés sur la formation de la main-d'œuvre, la création d'emplois et la modernisation des politiques sociales.

Le gouvernement McKenna a même procédé à une réforme de son système d'éducation. Ainsi, il s'est attaqué de front au problème du décrochage scolaire. Si bien qu'aujourd'hui le Nouveau-Brunswick affiche le plus bas taux de décrochage scolaire de toutes les provinces.

Grâce aux réformes du système de santé, M. McKenna affirme que son gouvernement a réalisé des économies substantielles qu'il a réinvesties dans les programmes sociaux. Cela sans avoir réduit l'accessibilité ou la qualité des soins. «Nous avons réformé le système de santé pour le protéger».

Selon M. McKenna, le succès des réformes mises de l'avant par son gouvernement devrait servir d'agenda pour la conduite des affaires du pays. Et à son avis, le programme du Parti libéral du Canada est dans cette optique l'instrument de base, le guide qui comporte toutes les hypothèses de solutions devant permettre à Jean Chrétien de stimuler l'économie tout en préservant les acquis sociaux. Jean Chrétien dont il a fait l'apologie: «Un homme d'expérience et d'intégrité, un chef politique qui incarne l'espoir et la stabilité».

Par ailleurs, l'éventualité de l'élection d'un grand nombre de candidats du Bloc québécois ne paraît pas aussi angoissante pour M. McKenna que pour David Peterson. Ce phénomène de l'émergence des partis régionaux, il l'explique par la frustration des Canadiens à l'endroit des institutions politiques. Il n'y voit pas de tragédie. Il prévient cependant les Québécois que ce n'est pas en envoyant une forte délégation du Bloc à la Chambre des communes qu'ils vont générer des changements ou créer des emplois. «Ce n'est pas ce qui va mettre du pain et du beurre sur la table des Québécois».

L'éventualité
de l'élection
d'un grand
nombre de
candidats du
Bloc ne paraît
pas aussi
angoissante
pour M.
McKenna que
pour Peterson

APPEL À L'AIDE POUR DES PAYS D'AFRIQUE
DONT LE MOZAMBIQUE
ET LA SOMALIELa famine frappe
Des peuples crient au secours!

Caritas recevra et acheminera rapidement et intégralement vos dons via Caritas Internationale. Compte tenu de sa vaste expérience dans ce type d'intervention, cet organisme demeure un canal sûr.

Il faut faire vite!

Envoyez vos dons à :

Caritas-Sherbrooke
636, rue Québec
Sherbrooke (Québec)
J1H 3M2

(reçu pour déclaration fiscale)

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS
ANNONCES CLASSÉES
PUBLICITÉ
NUMÉRO SANS FRAIS

(514) 985-3344
(514) 985-3344
(514) 985-3399
1-800-363-0305

• Extérieur (sans frais) •

1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À DE 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE,
MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355